



**Résultats de la procédure de
consultation relative à la révision totale
de la loi sur la nationalité**

**Condensé
Rapport de la procédure de consultation**

A. Introduction

La loi fédérale du 29 septembre 1952 sur l'acquisition et la perte de la nationalité suisse (Loi sur la nationalité, LN, RS 141.0) a subi au fil des ans un grand nombre de modifications, ce qui a nui à sa lisibilité et à sa compréhension. Le besoin d'une réforme est devenu manifeste lors de la révision totale de la loi fédérale sur les étrangers (LEtr, RS 142.20). Par ailleurs, il est apparu nécessaire non seulement de redéfinir la terminologie ainsi que certaines notions et de les adapter aux textes de loi plus récents, mais aussi d'introduire de nouveaux éléments dans la loi sur la nationalité.

Comme le projet de révision concerne la majeure partie de la loi sur la nationalité, force est de parler de révision totale. Ses objectifs principaux sont les suivants:

- assurer une large cohérence avec la LEtr en ce qui concerne les exigences posées aux étrangers en matière d'intégration et de connaissances linguistiques;
- améliorer les instruments de décision (conformément au rapport du DFJP sur la violence des jeunes et à la décision du Conseil fédéral concernant le rapport sur les mesures d'intégration du 30 juin 2007) afin de garantir que seuls les étrangers bien intégrés obtiennent la nationalité suisse;
- harmoniser les exigences cantonales et communales relatives aux délais de résidence (décision du Conseil fédéral du 9 mars 2007 en lien avec le rapport concernant les questions en suspens dans le domaine de la nationalité);
- réduire les charges administratives des autorités cantonales et fédérales en simplifiant et en harmonisant les procédures, de même qu'en clarifiant leurs rôles respectifs en matière de naturalisation.

Par décision du 16 décembre 2009, le Conseil fédéral a ouvert la consultation relative à l'avant-projet de la révision totale de la loi sur la nationalité. Cette consultation a duré jusqu'au 22 mars 2010 et généré 71 prises de position émanant des 26 cantons, de six partis politiques, de sept associations professionnelles et économiques et de 32 autres organismes. L'Office fédéral des migrations saisit l'occasion pour les remercier de leur participation.

Les résultats ci-après sont présentés sous une forme condensée, dans l'ordre des questions posées aux participants à la procédure. Les avis favorables et défavorables sont exposés article par article.

Pour faciliter la lecture du présent rapport, la forme masculine est utilisée pour désigner aussi bien les hommes que les femmes.

B. Liste des participants à la procédure de consultation

1. Cantons

Conseil d'Etat du Canton de Zurich	ZH
Conseil d'Etat du Canton de Berne	BE
Conseil d'Etat du Canton de Lucerne	LU
Landammann et Conseil d'Etat du Canton d'Uri	UR
Conseil d'Etat du Canton de Schwyz	SZ
Conseil d'Etat du Canton d'Obwald	OW
Conseil d'Etat du Canton de Nidwald	NW
Conseil d'Etat du Canton de Glaris	GL
Conseil d'Etat du Canton de Zoug	ZG
Conseil d'Etat du Canton de Fribourg	FR
Conseil d'Etat du Canton de Soleure	SO
Conseil d'Etat du Canton de Bâle-Ville	BS
Conseil d'Etat du Canton de Bâle-Campagne	BL
Conseil d'Etat du Canton de Schaffhouse	SH
Conseil d'Etat du Canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures	AR
Landammann et Conseil d'Etat du Canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures	AI
Gouvernement du Canton de Saint-Gall	SG
Gouvernement du Canton des Grisons	GR
Conseil d'Etat du Canton d'Argovie	AG
Conseil d'Etat du Canton de Thurgovie	TG
Conseil d'Etat de la République et canton du Tessin	TI
Conseil d'Etat du Canton de Vaud	VD
Conseil d'Etat du Canton du Valais	VS
Conseil d'Etat de la République et du Canton de Neuchâtel	NE
Conseil d'Etat de la République et du Canton de Genève	GE
Gouvernement de la République et du Canton du Jura	JU

2. Partis politiques

Parti libéral-radical suisse	FDP/PLR
Parti démocrate-chrétien suisse	CVP/PDC
Parti socialiste suisse	SP/PS
Union démocratique du centre	SVP/UDC

Parti écologiste suisse	GPS/PES
Union démocratique fédérale	EDU/UDF

3. Associations économiques et professionnelles

Union patronale suisse	SAV/UPS
Union Suisse des Paysans	SBV/USP
Union syndicale suisse	SGB/USS
Unia	
Travail.Suisse	
Centre Patronal	CP
Fédération des Entreprises Romandes	FER

4. Autres participants

Union des villes suisses	SSV/UVS
Association des communes suisses	SGV/ACS
Fédération suisse des bourgeoisies et corporations	SVBK
Commission fédérale pour les questions de migration	EKM/CFM
Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence	EDÖB/PFPDT
Conférence suisse des délégués à l'intégration	KID/CDI
Association suisse des officiers de l'état civil	SVZ/ASOEC
Aargauischer Verband für Zivilstandswesen	AVZ
Organisation des Suisses de l'étranger	ASO/OSE
Entraide Protestante Suisse	HEKS/EPER
PINK CROSS	
Organisation suisse des lesbiennes	LOS
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	UNHCR/HCR
Croix-Rouge suisse	SRK/CRS
Organisation suisse d'aide aux réfugiés	SFH/OSAR
Centre d'assistance aux migrantes et aux victimes de la traite des femmes	FIZ
Schweizerischer Friedensrat	SFR
Forum suisse pour l'étude des migrations	SFM/FSM
Forum pour l'intégration des migrantes et des migrants	FIMM
Amnesty International	ai
Justitia et Pax	JusPax
Direction du droit international public	DDIP

Bürgergemeinde Kleinlützel	BGK
insieme - Fédération suisse des associations de parents de handicapés mentaux	insieme
Fédération des Eglises protestantes de la Suisse	SEK/FEPS
Gleichstellungsrat	GlR
Conférence des organisations faitières de l'aide privée aux handicapés	DOK
Egalité Handicap	EH
Juristes démocrates de Suisse	DJS/JDS
Bürgergemeinde der Stadt Basel	BGSB
Bürgergemeinde Bettingen	BGB
Bürgergemeinde Riehen	BGR

C. Abréviations (par ordre alphabétique)

AG	Conseil d'Etat du Canton d'Argovie
AI	Landammann et Conseil d'Etat du Canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures
ai	Amnesty International
AllgGebV/OGEmol	Ordonnance générale du 8 septembre 2004 sur les émoluments
AR	Conseil d'Etat du Canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures
ASO	Organisation des Suisses de l'étranger
AuG/LEtr	Loi fédérale du 16 décembre 2005 sur les étrangers
AVZ	Aargauischer Verband für Zivilstandswesen
BE	Conseil d'Etat du Canton de Berne
BFM	Office fédéral des migrations
BGB	Bürgergemeinde Bettingen
BGSB	Bürgergemeinde der Stadt Basel
BGK	Bürgergemeinde Kleinlützel
BGR	Bürgergemeinde Riehen
BL	Regierungsrat des Kantons Basel-Landschaft
BS	Conseil d'Etat du Canton de Bâle-Ville
BüG/LN	Loi fédérale du 29 septembre 1952 sur l'acquisition et la perte de la nationalité suisse
BV/Cst.	Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999
CP	Centre Patronal
CVP	PDC Parti démocrate-chrétien-suisse
EDA	Département fédéral des affaires étrangères
DDIP	Direction du droit international public
DJS	Juristes démocrates de Suisse
DOK	Conférence des organisations faïtières de l'aide privée aux handicapés
EDÖB	Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence
EDU	UDF Union Démocratique Fédérale
EH	Égalité Handicap
EKM	Commission fédérale pour les questions de migration
FDP	PRD Parti radical-démocratique suisse
FER	Fédération des Entreprises Romandes
FIMM	Forum pour l'intégration des migrantes et des migrants
FIZ	Centre d'assistance aux migrantes et aux victimes de la traite des

	femmes
FR	Conseil d'Etat du Canton de Fribourg
GE	Conseil d'Etat de la République et du Canton de Genève
GL	Conseil d'Etat du Canton de Glaris
Glr	Gleichstellungsrat
GPS	Les Verts Parti écologiste suisse
GR	Gouvernement du Canton des Grisons
HEKS	Entraide Protestante Suisse
insieme	Fédération suisse des associations de parents de handicapés mentaux
JU	Gouvernement de la République et du Canton du Jura
JusPax	Justitia et Pax
KID	Conférence suisse des délégués à l'intégration
LOS	Organisation suisse des lesbiennes
LU	Conseil d'Etat du Canton de Lucerne
NE	Conseil d'Etat de la République et du Canton de Neuchâtel
NW	Conseil d'Etat du Canton de Nidwald
OW	Conseil d'Etat du Canton d'Obwald
SAV	Union patronale suisse
SEK	Fédération des Eglises protestantes de la Suisse
SFH	Organisation suisse d'aide aux réfugiés
SFM	Forum suisse pour l'étude des migrations
SFR	Schweizerischer Friedensrat
SG	Gouvernement du Canton de Saint-Gall
SGB	Union syndicale suisse
SGV	Association des Communes Suisses
SH	Conseil d'Etat du Canton de Schaffhouse
SO	Conseil d'Etat du Canton de Soleure
SP	PS Parti socialiste suisse
SRK	Croix-Rouge suisse
SSV	Union des villes suisses
StGB	Code pénal suisse du 21 décembre 1937
SVBK	Fédération suisse des bourgeoisies et corporations
SVG	Loi fédérale du 19 décembre 1958 sur la circulation routière
SVP	UDC Union Démocratique du Centre
SVZ	Association suisse des officiers de l'état civil

SZ	Conseil d'Etat du Canton de Schwyz
TG	Conseil d'Etat du Canton de Thurgovie
TI	Conseil d'Etat de la République et canton du Tessin
UNHCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
UR	Landammann et Conseil d'Etat du Canton d'Uri
VD	Conseil d'Etat du Canton de Vaud
VIntA/OIE	Ordonnance du 24 octobre 2007 sur l'intégration des étrangers
VS	Conseil d'Etat du Canton du Valais
ZG	Conseil d'Etat du Canton de Zoug
ZH	Conseil d'Etat du Canton de Zurich

D. Questionnaire

Le questionnaire ci-après contient les propositions du Conseil fédéral sur lesquelles les participants à la procédure de consultation ont été invités à s'exprimer:

Questionnaire

Remarque: Les remarques d'ordre général peuvent être mentionnées à la fin du questionnaire.

Proposition de révision	Oui	Non	Raisons / remarques / propositions
Art. 9 Conditions formelles Autorisation d'établissement Acceptez-vous que seuls les titulaires d'une autorisation d'établissement (permis C) puissent déposer une demande de naturalisation? Séjour de huit ans en Suisse Acceptez-vous que l'augmentation des exigences d'intégration soit accompagnée d'une diminution de la durée de séjour exigée en Suisse de 12 à 8 ans?			
Art. 10 Calcul de la durée de séjour Acceptez-vous que le temps passé en Suisse entre dix et vingt ans révolus continue à compter double?			
Art. 11 Conditions matérielles Approuvez-vous les nouvelles conditions matérielles? <i>Remarque: Le respect de l'ordre juridique suisse relève désormais de la notion plus complète du respect de l'ordre et de la sécurité publics, réglée à l'art. 12.</i>			

<p>Art. 12 et 20 Critères d'intégration</p> <p>Art. 12, al. 1 Approuvez-vous les critères utilisés pour définir une intégration réussie?</p> <p>Sécurité et ordre publics Approuvez-vous ce critère, qui comprend le respect de l'ordre juridique suisse?</p> <p>Respect des principes fondamentaux de la Constitution Approuvez-vous ce critère?</p> <p>Aptitude à communiquer dans une langue nationale Approuvez-vous ce critère?</p> <p>Volonté de participer à la vie économique ou d'acquérir une formation Approuvez-vous ce critère?</p> <p>Art. 12, al. 2 Personnes qui, pour des raisons psychiques ou physiques, ne remplissent pas les critères d'intégration Acceptez-vous que la situation de ces personnes soit prise en compte de manière appropriée?</p> <p>Art. 20 Naturalisation facilitée Approuvez-vous les nouvelles conditions matérielles de la naturalisation facilitée?</p>			
<p>Art. 13 Procédure de naturalisation</p> <p>Acceptez-vous que les demandes de naturalisation ne puissent être transmises à l'autorité fédérale qu'après que la procédure cantonale et communale de naturalisation ait eu lieu et à condition que le canton et la commune puissent garantir le droit de cité?</p>			

<p>Art. 14 Décision cantonale de naturalisation</p> <p>Acceptez-vous le déroulement proposé pour la procédure (autorisation fédérale de naturalisation suivie, dans les six mois, de la décision cantonale de naturalisation)?</p>			
<p>Art. 18 Durée de séjour cantonale et communale</p> <p><u>Variante 1</u> Approuvez-vous la teneur de cette disposition?</p> <p><i>Prise en compte de la durée de séjour</i> Approuvez-vous la prise en compte de la durée de séjour en cas de changement de domicile à l'intérieur resp. à l'extérieur du canton?</p> <p><u>Variante 2</u> Préféreriez-vous une uniformisation au niveau fédéral de cette réglementation prévoyant que les cantons puissent fixer une durée minimale de séjour de trois ans au plus?</p> <p><i>Prise en compte de la durée de séjour</i> Approuvez-vous la prise en compte de la durée de séjour en cas de changement de domicile à l'intérieur du canton?</p>			
<p>Art. 22 Nationalité suisse admise par erreur</p> <p>Acceptez-vous la nouvelle formulation de cette disposition? <i>Remarque: Cette disposition a été simplifiée par rapport à l'actuel art. 29 LN (suppression de l'art. 29, al. 3 et 4, en pratique presque superflus et largement couverts par l'al. 1).</i></p>			

<p>Art. 25 Compétence et procédure</p> <p>Acceptez-vous la création d'une base légale prévoyant que la demande de naturalisation facilitée doit être adressée à l'autorité compétente du canton de domicile? (<i>Remarque: Dans ce cas, le surcroît de travail engendré dans les cantons et les communes serait dédommagé.</i>)</p>			
<p>Art. 26 Conditions de la réintégration</p> <p>Conditions d'ordre général Acceptez-vous les conditions d'ordre général en matière de réintégration?</p> <p>Liens étroits avec la Suisse Approuvez-vous que soient désormais exigés, s'agissant de demandes de réintégration, une intégration réussie en cas de séjour en Suisse et des liens étroits avec la Suisse en cas de séjour à l'étranger? <i>Remarque: Si le droit en vigueur exige uniquement des liens avec la Suisse en cas de domicile à l'étranger, la révision ne permet pas la naturalisation d'une personne ne connaissant la Suisse que par oui-dire. Les critères ayant trait aux liens étroits avec la Suisse sont réglés par une ordonnance relative à la loi sur la nationalité.</i></p>			

<p>Art. 27 Ensuite de péremption ou de perte de la nationalité suisse</p> <p>Acceptez-vous que la réintégration ne comporte plus qu'une seule disposition (en lieu et place des actuels art. 21, 23 et 58 LN)?</p> <p><i>Délai accordé pour former une demande de réintégration</i></p> <p>Acceptez-vous qu'une demande de réintégration doive être formée dans un délai de dix ans après la perte de la nationalité suisse et qu'à l'échéance de ce délai, la réintégration soit possible seulement à condition que le requérant séjourne en Suisse depuis au moins trois ans?</p>			
<p>Art. 33 Séjour</p> <p>Acceptez-vous que seuls soient pris en compte dans le calcul de la durée de séjour les séjours en Suisse justifiés par une autorisation d'établissement, une autorisation de séjour ou une admission provisoire, à l'exclusion des séjours accomplis en qualité de requérant d'asile?</p>			

<p>Art. 34 Enquêtes cantonales</p> <p>Enquêtes Acceptez-vous la création d'une base légale prévoyant explicitement que l'office fédéral compétent puisse charger l'autorité cantonale de naturalisation d'effectuer les enquêtes nécessaires pour déterminer les conditions de la naturalisation facilitée, de la réintégration ou de l'annulation de la naturalisation ou du retrait de la nationalité suisse?</p> <p>Délais d'ordre Acceptez-vous la création d'une base légale autorisant la Confédération à introduire des délais d'ordre à observer pour les enquêtes? Quel délai vous semble le plus adéquat?</p> <p>Question relative à la durée de la procédure cantonale et communale <i>(Remarque: cette question est adressée aux cantons)</i> Combien dure actuellement la procédure de naturalisation ordinaire, en moyenne, depuis le dépôt de la demande jusqu'à la décision, dans votre canton: a: procédure cantonale? b: procédure communale?</p>			
<p>Art. 35 Emoluments</p> <p>Acceptez-vous la suppression de la remise des émoluments pour les candidats à la naturalisation démunis?</p>			

<p>Art. 36 Annulation</p> <p><i>Suppression de l'assentiment du canton d'origine pour annuler la naturalisation</i></p> <p>Acceptez-vous la suppression de l'assentiment du canton d'origine pour annuler la naturalisation?</p> <p><i>Délai d'attente suite à l'entrée en force de l'annulation d'une naturalisation</i></p> <p>Acceptez-vous l'introduction d'un délai d'attente de deux ans suite à l'entrée en force de l'annulation d'une naturalisation?</p>			
<p>Art. 41, al. 3 <i>Simplification concernant la libération des droits de cité cantonaux multiples</i></p> <p>S'agissant de la libération des droits de cité cantonaux multiples, acceptez-vous qu'il suffise que l'un des cantons – et non tous les cantons – d'origine prononce la libération et en informe d'office les autres cantons d'origine?</p>			
<p>Art. 51 Non-rétroactivité</p> <p>Acceptez-vous que les demandes formées avant l'entrée en vigueur de la présente loi soient traitées conformément aux dispositions de l'ancien droit et ce, jusqu'à la clôture de la procédure (décision)?</p>			
<p>Art. 52 Naturalisation facilitée des enfants de mère ou de père suisse</p> <p>Acceptez-vous que les art. 58a et 58c, qui concernent les enfants étrangers de père ou de mère suisse, soient remplacés par une nouvelle disposition uniforme?</p>			

<p>Approuvez-vous l'orientation donnée à la présente révision de la loi sur la nationalité? (cohésion avec la loi fédérale sur les étrangers et les modifications de la loi sur l'asile concernant les exigences relatives au degré d'intégration des étrangers et à leurs connaissances linguistiques; optimisation des bases décisionnelles entraînant une meilleure garantie que seuls les étrangers ayant réussi leur intégration se voient accorder la nationalité suisse; harmonisation des durées de séjour cantonales et communales; réduction des coûts administratifs globaux par la simplification et l'harmonisation des processus, de même que par la clarification des rôles respectifs des cantons et de la Confédération dans la procédure de naturalisation).</p>			
<p>Adhésion de la Suisse à la Convention européenne sur la nationalité (STE 166) et à la Convention sur la prévention des cas d'apatridie en relation avec la succession d'Etats (STE 200)</p> <p>Adhésion Acceptez-vous que la Suisse adhère à la Convention européenne sur la nationalité ainsi qu'à la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention des cas d'apatridie en relation avec la succession d'Etats?</p> <p>Lien entre l'adhésion de la Suisse et la révision totale de la LN? Approuvez-vous que la question de l'adhésion de la Suisse à ces deux conventions soit liée à la révision totale de la loi sur la nationalité (et qu'elle ne soit pas traitée séparément)?</p>			
<p>Remarques supplémentaires concernant, notamment, les articles de loi qui ne sont pas mentionnés dans ce questionnaire.</p>			

E. Prises de position et propositions des participants à la procédure de consultation

Art. 9: Conditions formelles

Autorisation d'établissement comme condition à la naturalisation ordinaire

1. Befürwortende Stellungnahmen

- *20 Kantone befürworten die vorgeschlagene Regelung (UR, SZ, OW, NW, GL, ZG, SO, BS, BL, SH, AR, AI, SG, GR, AG, TG, VD, VS, GE, JU).*
- *4 Parteien (FDP, CVP, SVP, EDU) stimmen der Regelung zu.*
- *1 Wirtschafts- und Berufsverband (SAV) befürwortet die vorgeschlagene Regelung.*
- *9 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SGV, SVBK, SVZ, AVZ, BKG, BGSB, BGB, BGR, DJS) sind für die vorgeschlagene Regelung.*

Ein Teil der Befürworter bemängelt, dass die Regelung gewissen speziellen Umständen zu wenig Rechnung trage. So seien für gut integrierte Jugendliche mit F- oder B-Bewilligung, für Behinderte sowie aus humanitären Gründen Ausnahmeregelungen vorzusehen (AG, VD, DJS). Andere Befürworter regen an, die Anforderungen für den Erhalt der Niederlassungsbewilligung im AuG zu verschärfen und zu präzisieren (OW, SGV) sowie die Kriterien für die Erteilung der Niederlassungsbewilligung durch die Kantone zu vereinheitlichen (SVBK). Um eine vollständige Kohärenz, insbesondere zu Art. 34 AuG herzustellen, sei auf die Regelung einer Aufenthaltsdauer gemäss Art. 9 Bst. b zu verzichten und das Erfordernis eines fünfjährigen Besitzes der C-Bewilligung sowie ein Wohnsitzerfordernis einzuführen (NW, GR).

2. Ablehnende Stellungnahmen

- *6 Kantone (ZH, BE, LU, FR, TI, NE) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *2 Parteien (SP, GPS) sind gegen die vorgeschlagene Regelung.*
- *5 Wirtschafts- und Berufsverbände (SGB, Unia, Travail.Suisse, CP, FER) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *18 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SSV, EKM, KID, HEKS, UNHCR, SRK, SFH, FIZ, SFR, SFM, FIMM, ai, DIPP, JusPax, SEK, Glr, DOK, EH) sind mit der vorgeschlagenen Regelung nicht einverstanden.*

Die Gegner argumentieren wie folgt: Der ausländerrechtliche Status habe nur eine begrenzte Aussagekraft für den Grad der Integration. Einzubürgern sei, wer integriert ist, unabhängig vom Aufenthaltsstatus (ZH, LU, SEK). Es bestünden erhebliche kantonale Unterschiede bei der Erteilung der Niederlassungsbewilligung. Mit der Verknüpfung der Einbürgerung mit der Niederlassungsbewilligung würden viele Einbürgerungskandidaten unnötigerweise ausgeschlossen (SP, GPS, SGB, Unia). Das Niederlassungsverfahren werde als «Einbürgerung light» verschärft (SP, SGB, Unia). Der Ausschluss von der Einbürgerung wegen der fehlenden Niederlassungsbewilligung sei unverhältnismässig (ZH, LU, FR, SP, GPS, SGB, Unia, SSV, EKM, KID, UNHCR, SRK, SFH, FIZ, EK), diskriminierend gegenüber Personen aus Drittstaaten (NE, GPS, Unia, EKM, KID, HEKS, FIMM, JusPax, SEK) und gegenüber behinderten Personen (Glr, DOK, EH), stehe im Widerspruch zu Art. 34 AuG (CP, FER) sowie zu den im Ausländergesetz und in der entsprechenden Integrationsverordnung proklamierten Zielen (ZH, BE, SSV, KID, SFH, FIZ) und sei problematisch für die dem Gaststaatsgesetz unterworfenen Personen, da deren Aufenthaltserlaubnis mittels einer vom EDA ausgestellten Legitimationskarte geregelt würde (DIPP). Im Weiteren verhindere die Bestimmung, über das Bürgerrechtsgesetz Regelungen für Menschen mit N- und F-Bewilligungen zu finden, wie es in UN-Konventionen vorgesehen ist (HEKS, UNHCR, SRK, SFH, FIZ, SFM). Auch sei die Sichtweise, das Einbürgerungsverfahren als letzten Schritt auf dem Weg zu einer gelungenen Integration zu betrachten, abzulehnen (Travail.Suisse, SFR).

Art. 9: Séjour de huit ans en Suisse comme condition à la naturalisation ordinaire

1. Befürwortende Stellungnahmen

- *16 Kantone befürworten die vorgeschlagene Regelung (BE, LU, UR, OW, ZG, FR, SO, BS, BL, AI, SG, AG, VD, NE, GE, JU).*
- *3 Parteien (SP, CVP, GPS) stimmen der vorgeschlagenen Regelung zu.*
- *4 Wirtschafts- und Berufsverbände (SAV, SGB, Unia, Travail.Suisse) befürworten die vorgeschlagene Regelung.*
- *12 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SSV, EKM, KID, SVZ, AVZ, HEKS, UNHCR, SFM, ai, JusPax, SEK, DJS) sind für die vorgeschlagene Regelung.*

Unter den Befürwortern wird die Herabsetzung der Aufenthaltsdauer sehr begrüsst: Die bisher geltende 12-jährige Wohnsitzfrist sei zu lange (SP, GPS), endlich werde von den europaweit strengsten Aufenthaltsbedingungen Abstand genommen (GE, EKM, SFM) und Personen, die dank ihren grossen Anstrengungen nach kurzer Zeit einen hohen Integrationsgrad erlangt haben, könnten belohnt werden (FR, BL, NE). Der Kanton BS schlägt vor, ein Mindestalter (z.B. 14 Jahre) für die eigenständige Einbürgerung einzuführen. Gemäss dem SVZ und AVZ ist mit der Herabsetzung der Aufenthaltsdauer auf die Doppelzählung der Aufenthaltsdauer zwischen dem 10. und 20. Altersjahr zu verzichten; mit der Volljährigkeit sei die doppelte Anrechnung generell abzuschaffen (siehe dazu auch die Bemerkungen zu Art. 10).

2. Ablehnende Stellungnahmen

- *10 Kantone (ZH, SZ, NW, GL, SH, AR, TG, GR, TI, VS) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *3 Parteien (FDP, SVP, EDU) sind gegen die vorgeschlagene Regelung.*
- *2 Wirtschafts- und Berufsverbände (CP, FER) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *7 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SGV, SVBK, SFR, BGK, BGSB, BGB, BGR) sind mit der vorgeschlagenen Regelung nicht einverstanden.*

Die Herabsetzung der Aufenthaltsdauer wird abgelehnt, weil nach 8 Jahren weder eine erfolgreiche Integration gewährleistet sei (ZH, NW, SH, TG, SVP, EDU, BGSB, BGB, BGR) noch durch die Herabsetzung die Integration vorangetrieben werde (FDP, SVP). Eine Herabsetzung auf 10 Jahre findet Anklang (NW, TI, VS, FDP, BGSB, BGB, BGR) unter der Voraussetzung, dass gleichzeitig ein Mindestalter (14 Jahre) für die Einbürgerung eingeführt (BGSB, BGB, BGR) oder die Doppelzählung der Aufenthaltsdauer zwischen dem 10. und 20. Altersjahr aufgehoben würde (FDP). Vereinzelt wird die Bestimmung im Widerspruch zu Art. 34 Abs. 4 AuG gesehen (TI, VS, CP, FER). Die Herabsetzung werde zur Folge haben, dass Ausländer systematisch eine Niederlassungsbewilligung nach Art. 34 Abs. 4 AuG anstreben (VS). Um eine vollständige Kohärenz, insbesondere zu Art. 34 AuG herzustellen, solle auf die Regelung einer Aufenthaltsdauer gemäss Art. 9 Bst. b verzichtet und das Erfordernis eines fünfjährigen Besitzes der C-Bewilligung sowie ein Wohnsitzerfordernis eingeführt werden (NW, GR).

Art. 10: Calcul de la durée de séjour (temps passé en Suisse entre dix et vingt ans compte double)

1. Befürwortende Stellungnahmen

- *15 Kantone befürworten die vorgeschlagene Regelung (ZH, BE, LU, NW, GL, ZG, SO, SG, AG, TG, TI, VS, NE, GE, JU), wobei 2 Kantone (NW, GL) mit Vorbehalt.*
- *5 Parteien (FDP, CVP, SP, GPS, EDU) stimmen der vorgeschlagenen Regelung zu, wobei 1 Partei (FDP) mit Vorbehalt.*
- *6 Wirtschafts- und Berufsverbände (SAV, SGB, Unia, Travail.Suisse, CP, FER) befürworten die vorgeschlagene Regelung.*
- *9 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SSV, SGV, SVBK, EMK, ai, JusPax, BGK, SEK, DJS) sind für die vorgeschlagene Regelung, wobei 1 weiterer Vernehmlassungsteilnehmer (SVBK) mit Vorbehalt.*

Die Mehrheit der Befürworter spricht sich auch bei Herabsetzung der Aufenthaltsdauer für die Doppelzählung aus: Vier Jahre Aufenthalt für die Integration eines Jugendlichen seien ausreichend. Vereinzelt wird geltend gemacht, selbstständig eingereichte Einbürgerungsgesuche von Jugendlichen erst ab dem 16. Altersjahr zuzulassen (NW, GL) sowie bei einer Herabsetzung der Aufenthaltsdauer die Doppelzählung zwischen dem 10. und 20. Altersjahr aufzuheben (GL, FDP, SVBK). Die Abschaffung der verkürzten Aufenthaltsfristen bei gemeinsamer Gesuchstellung von ausländischen Ehepaaren wird kritisiert (SP, GPS, SGB, Unia, DJS).

2. Ablehnende Stellungnahmen

- *10 Kantone (UR, SZ, OW, BS, BL, SH, AR, AI, GR, VD) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *5 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SVZ, AVZ, BGSB, BGB, BGR) sind mit der vorgeschlagenen Regelung nicht einverstanden.*

Mit Herabsetzung der Aufenthaltsdauer sei eine Privilegierung von Kindern und Jugendlichen nicht mehr gerechtfertigt. Die Bestimmung würde ihnen die Einbürgerung nach nur vier Jahren Aufenthalt ermöglichen, was zu kurz für eine erfolgreiche Integration sei (UR, SZ, OW, BS, BL, SH, AI, VD, SVZ, AVZ, BGSB, BGB, BGR). Der Kanton BL schlägt daher eine Mindestaufenthaltsdauer von 6 Jahren vor. Vereinzelt wird geltend gemacht, dass – sofern die doppelte Anrechnung beibehalten werde – diese auf das 10. bis 16. (evtl. 18.) Altersjahr zu beschränken und mit der Volljährigkeit generell abzuschaffen (SVZ, AVZ, BGSB, BGB, BGR). Gemäss dem Kanton GR ist die geltende Regelung stossend, da für Kinder unter 10 Jahren keine Doppelzählung gelte. Zudem sei sie im Hinblick auf seine vorgeschlagene Regelung überflüssig (Erfordernis eines 5-jährigen Besitzes der C-Bewilligung und Wohnsitzerfordernis).

**Art. 11: Conditions matérielles
Approuvez-vous les nouvelles conditions matérielles?**

1. Befürwortende Stellungnahmen

- *22 Kantone befürworten die vorgeschlagene Regelung (ZH, BE, LU, UR, SZ, OW, NW, GL, ZG, FR, SO, BS, SH, AI, SG, AG, TG, VD, VS, NE, GE, JU), wobei 2 Kantone (ZH, NW) mit Vorbehalt.*
- *3 Parteien (FDP, CVP, GPS) stimmen der vorgeschlagenen Regelung zu, wobei 1 Partei (GPS) mit Vorbehalt.*
- *2 Wirtschafts- und Berufsverbände (SAV, Travail.Suisse) befürworten die vorgeschlagene Regelung.*

- *15 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SSV, SGV, SVBK, EKM, KID, SVZ, AVZ, SRK, ai, FIMM, JusPax, SEK, BGBS, BGB, BGR) sind für die vorgeschlagene Regelung, wobei 7 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (EKM, KID, ai, SSV, SVZ, SRK, FIMM) mit Vorbehalt.*

Es werden Vorbehalte zur Systematik und Terminologie gemacht (ZH, NW, GPS, EKM, KID, SRK, FIMM). Insbesondere wird kritisiert, dass die Voraussetzungen «mit den schweizerischen Lebensverhältnissen vertraut» und «erfolgreiche Integration» als eigenständige Einbürgerungsvoraussetzungen aufgeführt werden (ZH, GPS, EKM, KID, FIMM) sowie dass der Begriff «Integration» mit «erfolgreich» verknüpft wird. Integration bedeute ja gerade eine positiv verlaufene Eingliederung in die Gesellschaft (ZH). Bemängelt wird, dass das stark auslegungsbedürftige Kriterium «mit den schweizerischen Lebensverhältnissen vertraut» nicht näher präzisiert wird. Zudem sei es – wie auch das Kriterium der Gefährdung der inneren oder äusseren Sicherheit der Schweiz – in Verbindung mit Art. 12 überflüssig und daher zu streichen (ai). Vereinzelt wird vorgeschlagen, die «wirtschaftliche Erhaltungsfähigkeit» als eigenständiges Kriterium aufzunehmen (SSV, SVZ).

2. Ablehnende Stellungnahmen

- *4 Kantone (BL, AR, GR, TI) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *3 Parteien (SP, SVP, EDU) sind mit der vorgeschlagenen Regelung nicht einverstanden.*
- *3 Wirtschafts- und Berufsverbände (SGB, CP, FER) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *3 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (HEKS, SFR, DJS) sind mit der vorgeschlagenen Regelung nicht einverstanden.*

Die Einbürgerungsvoraussetzungen seien zu wenig präzise (TI, SP, SVP, EDU, HEKS, DJS). So sei nicht ersichtlich, wie sich die Voraussetzung «mit den schweizerischen Lebensverhältnissen vertraut» (Bst. b) von der «erfolgreichen Integration» abgrenze (SP). Bst. b sei willküranfällig und würde zurückgezogen lebende Personen von der Einbürgerung ausschliessen (DJS). Daher fordern sowohl die SP und wie auch die DJS, Bst. b zu streichen. Der SVP und EDU gehen die Voraussetzungen zu wenig weit.

Art. 12 et 20: Critères d'intégration

Approuvez-vous les critères utilisés pour définir une intégration réussie?

1. Befürwortende Stellungnahmen

- *22 Kantone befürworten die vorgeschlagene Regelung (LU, UR, SZ, OW, NW, GL, ZG, FR, SO, BS, SH, AR, AI, SG, AG, TG, TI, VD, VS, NE, GE, JU).*
- *3 Parteien (FDP, CVP, SP) sind für die vorgeschlagene Regelung.*
- *2 Wirtschafts- und Berufsverbände (SAV, Travail.Suisse) befürworten die vorgeschlagene Regelung.*
- *12 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SSV, SGV, EKM, SVZ, AVZ, UNHCR, SFH, FIZ, SRK, FIMM, JusPax, BGK) sind für die vorgeschlagene Regelung.*

Klar definierte Integrationskriterien werden ausdrücklich begrüsst (FDP, SSV). Die Kriterien seien in der Verordnung zu präzisieren (OW, GL, NE, TI, GE, SGV, EKM), die sinnvollerweise zeitgleich mit der Totalrevision des Bürgerrechtsgesetzes erstellt werden sollte (EKM). Die FDP nennt weitere Verhaltensweisen, die neben strafrechtlich relevantem Verhalten ebenfalls eine Verletzung der Sicherheit und Ordnung darstellen sollen (schwere und wiederholte Verstösse gegen behördliche Androhungen, grobe Verletzung allgemeiner Gebote der Sittlichkeit, Missachtung grundlegender gesellschaftlicher Werte, Missachtung individueller Freiheitsrech-

te). Die Integrationsanforderungen seien hoch angesetzt und würden der individuellen Situation der Gesuchsteller nicht gebührend Rechnung tragen; ausserdem sei die Auffassung, wonach die Einbürgerung die letzte Etappe auf dem Weg einer gelungenen Integration darstellt, abzulehnen (EKM, UNHCR, SFH, FIZ).

2. Ablehnende Stellungnahmen

- *3 Kantone (ZH, BL, GR) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *2 Parteien (SVP, EDU) sind gegen die vorgeschlagene Regelung.*
- *1 Wirtschafts- und Berufsverband (CP) lehnt die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *3 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (HEKS, SFR, SFM) sind mit der vorgeschlagenen Regelung nicht einverstanden.*

Die ablehnenden Stimmen bringen vor, die Integrationskriterien seien unvollständig (SVP), unklar (EDU, ZH, GR), nicht überprüfbar (ZH, GR) und gäben den Integrationsbegriff nicht korrekt wieder (GR). Im Weiteren sei der Grundsatz der wirtschaftlichen Selbsterhaltungsfähigkeit stärker zu betonen (ZH) und Begriffsdefinitionen seien aufgrund der Wandelbarkeit des gesellschaftlichen Verständnisses auf Verordnungs- und nicht auf Gesetzesstufe zu regeln (GR). Der Kanton BL begrüsst grundsätzlich die Konkretisierung des Integrationsbegriffes. Mit Blick auf die ausländerrechtlichen Bestimmungen (Art. 4 AuG und Art. 4 VIntA) sei es allerdings wünschenswert, wenn eine gewisse Einheitlichkeit der Begriffe angestrebt werde. So gehe das Kriterium «Vertrautsein mit den Schweizerischen Lebensverhältnissen» weniger weit als Art. 4 Bst. c VIntA.

Art. 12, al. 1:

Respect de la sécurité et de l'ordre publics

1. Befürwortende Stellungnahmen

- *23 Kantone befürworten die vorgeschlagene Regelung (ZH, BE, LU, SZ, OW, NW, GL, ZG, FR, SO, BS, SH, AR, AI, SG, AG, TG, TI, VD, VS, NE, GE, JU).*
- *3 Parteien (FDP, CVP, SP) stimmen der vorgeschlagenen Regelung zu.*
- *6 Wirtschafts- und Berufsverbände (SAV, SGB, Unia, Travail.Suisse, CP, FER) befürworten die vorgeschlagene Regelung.*
- *17 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SSV, SGV, SVBK, EKM, KID, SVZ, AVZ, HEKS, UNHCR, SRK, SFH, FIZ, ai, JusPax, BGSB, BGB, BGR) sind für die vorgeschlagene Regelung.*

Die Befürworter stellen sich die Frage, welches Fehlverhalten denn massgebend sei. Der Begriff müsse in der Verordnung präzisiert werden (BS, SP, SGB, Unia, KID). Auf keinen Fall dürften kleinere Verstösse gegen die Rechtsordnung ein Ausschlussgrund für Einbürgerungen darstellen (SP, SGB, Unia, HEKS, UNHCR, SRK, SFH, FIZ, ai). Es sei darauf zu achten, dass das Kriterium im Einklang mit seiner Definition im EU-Recht sowie im Völkerrecht stehe (UNHCR, SFH).

2. Ablehnende Stellungnahmen

- *3 Kantone (UR, BL, GR) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *2 Parteien (GPS, EDU) sind gegen die vorgeschlagene Regelung.*
- *2 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (BGK, DJS) sind mit der vorgeschlagenen Regelung nicht einverstanden.*

Das Beachten der schweizerischen Rechtsordnung soll als separates Kriterium beibehalten werden (UR, BL, GR, GPS, BGK, DJS). Der Begriff der öffentlichen Sicherheit und Ordnung

sei weniger bestimmt und zu weitgehend (GPS, BGK, DJS). Gemäss der GPS dürfen kleinere Verstösse gegen die Rechtsordnung keinen Ausschlussgrund für Einbürgerungen darstellen; die Ausführungsverordnung habe präzise Grenzen zu setzen. Die DJS schlagen vor, die beiden Kriterien «öffentliche Sicherheit und Ordnung» und «Respektierung der grundlegenden Prinzipien der BV» im Begriff «Beachten der Rechtsordnung» zusammenzufassen.

**Art. 12, al. 1:
Respect des principes fondamentaux de la Constitution**

1. Befürwortende Stellungnahmen

- *23 Kantone befürworten die vorgeschlagene Regelung (BE, LU, UR, SZ, OW, NW, GL, ZG, FR, SO, BS, SH, AR, AI, SG, AG, TG, TI, VD, VS, NE, GE, JU).*
- *4 Parteien (FDP, CVP, SP, GPS) stimmen der vorgeschlagenen Regelung zu.*
- *6 Wirtschafts- und Berufsverbände (SAV, SGB, Unia, Travail.Suisse, CP, FER) befürworten die vorgeschlagene Regelung.*
- *13 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SSV, SGV, SVBK, EKM, SVZ, AVZ, ai, JusPax, BGK, SEK, BGSB, BGB, BGR) sind für die vorgeschlagene Regelung.*

Es wird angemerkt, dass die Formulierung vage und nur bedingt überprüfbar sei (LU, UR, NW, SP, GPS, SGB, Unia). Der Begriff sei in der Verordnung zu präzisieren (TI, GE).

2. Ablehnende Stellungnahmen

- *3 Kantone (ZH, BL, GR) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *1 Partei (EDU) lehnt die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *7 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (KID, HEKS, SRK, SFH, FIZ, FIMM, DJS) sind mit der vorgeschlagenen Regelung nicht einverstanden.*

Die Formulierung sei zu wenig aussagekräftig, unklar, nicht zweckmässig und nicht überprüfbar (ZH, GR, KID, HEKS, SRK, SFH, FIZ, FIMM, DJS). Ausserdem seien die beiden Kriterien «öffentliche Sicherheit und Ordnung» und «Respektierung der grundlegenden Prinzipien der BV» besser im Begriff «Beachten der Rechtsordnung» zusammenzufassen (DJS). Der EDU ist die Formulierung zu eng gefasst. Der Kanton BL lehnt das vorgeschlagene Kriterium ab, weil es weniger weit als Art. 4 VIntA gehe.

**Art. 12, al. 1:
Aptitude à communiquer dans une langue nationale**

1. Befürwortende Stellungnahmen

- *23 Kantone befürworten die vorgeschlagene Regelung (ZH, BE, LU, UR, SZ, NW, GL, ZG, FR, SO, BS, SH, AR, AI, SG, GR, AG, TG, TI, VS, NE, GE, JU).*
- *3 Parteien (FDP, CVP, SP) stimmen der vorgeschlagenen Regelung zu.*
- *6 Wirtschafts- und Berufsverbände (SAV, SGB, Unia, Travail.Suisse, CP, FER) befürworten die vorgeschlagene Regelung.*
- *19 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SSV, SGV, SVBK, KID, SVZ, AVZ, ASO, HEKS, UNHCR, SFH, FIZ, ai, JusPax, BGK, SEK, BGSB, BGB, BGR, DJS) sind für die vorgeschlagene Regelung, wobei 3 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (BGSB, BGB, BGR) mit Vorbehalt.*

Begrüssst ein Teil der Befürworter die Verständigung in einer der Landessprachen (FDP, CVP, SP, SAV, SGB, Unia, Travail.Suisse, SP, FER), so fordert ein anderer Teil Kenntnisse der

ortsüblichen Landessprache (SZ, ZG, SH, SAV, SSV, SGV, SVBK, SVZ, AVZ, BGSB, BGB, BGR). Befürwortet wird, dass es auch künftig den Kantonen überlassen bleibt, ob sie in ihrer Gesetzgebung weitergehende Kenntnisse festsetzen wollen (LU, NW, BS, GR, SG, NE, TI). Vereinzelt wird dies allerdings als problematisch erachtet, da hieraus vor allem interkantonale Ungleichbehandlungen und eine nicht zu rechtfertigende Benachteiligung im Vergleich zu Auslandgesuchten resultieren würden (ASO, DJS). Im Weiteren werden folgende Bemerkungen gemacht: Es bleibe unklar, was der Revisionsvorschlag unter dem Begriff «verständigen» verstehe. Das sprachliche Anforderungsprofil solle auf Bundesebene auf einem einheitlichen Niveau festgelegt werden (UR, GL, ZG, BS, GE, KID), wobei bei der Festlegung der Anforderungen an die Sprachkenntnisse die spezielle Situation von bildungsfernen Personen, Migranten, Flüchtlingen und Frauen zu berücksichtigen sei (KID, HEKS, SFH, FIZ, UNHCR, ai). Das Sprachniveau solle gemäss dem europäischen Sprachenportfolio festgelegt werden.

2. Ablehnende Stellungnahmen

- **3 Kantone (OW, BL, VD) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.**
- **1 Partei (GPS) spricht sich gegen die Regelung aus.**
- **2 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (EKM, SRK) sind mit der vorgeschlagenen Regelung nicht einverstanden.**

Es wird die Verständigungsfähigkeit in der am Wohnort gesprochene Sprache verlangt (OW, BL, VD). Der Kanton BL weist auf die Diskrepanz zum Ausländerrecht hin, wonach sich der Beitrag zur Integration «im Erlernen der am Wohnort gesprochenen Landessprache» zeige. Gemäss der GPS lässt der Revisionsvorschlag unklar, was unter dem Begriff «verständigen» zu verstehen sei; in erster Linie sollen die Kompetenzen für die mündliche Kommunikation im Alltag beurteilt werden, die in jedem Fall höher zu gewichten seien als schriftlichen Kompetenzen. Im Weiteren wird angemerkt, dass die Sprachkenntnisse nicht ausschlaggebendes Kriterium für die erfolgreiche Integration sein sollen (EKM, SRK): Kenntnisse einer Landessprache würden weder einen zwingenden Hinweis für ein fortgeschrittenes Stadium der Integration darstellen noch Defizite eindeutig auf eine mangelnde Integration schliessen lassen.

Art. 12, al. 1:

Volonté de participer à la vie économique ou d'acquérir une formation

1. Befürwortende Stellungnahmen

- **21 Kantone befürworten die vorgeschlagene Regelung (LU, UR, SZ, OW, GL, ZG, FR, SO, BS, SH, AR, AI, SG, AG, TG, TI, VD, VS, NE, GE, JU).**
- **3 Parteien (FDP, CVP, SP) stimmen der vorgeschlagenen Regelung zu.**
- **2 Wirtschafts- und Berufsverbände (SAV, Travail.Suisse) befürworten die vorgeschlagene Regelung.**
- **16 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SSV, SVBK, EKM, KID, SVZ, AVZ, HEKS, SFH, FIZ, ai, JusPax, BGK, SEK, BGSB, BGB, BGR) sind für die vorgeschlagene Regelung, wobei 2 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SVBK, EKM) mit Vorbehalt.**

Die Befürworter halten fest, dass der Begriff interpretationsbedürftig (SSV), zu weit gefasst (SVBK) und auf Gesetzes- (UR, CVP) oder Verordnungsstufe (ZG, BS, CVP, SP) zu konkretisieren sei. Gemäss der EKM ist auf das Kriterium des Willens zum Erwerb von Bildung zu verzichten. Im Weiteren wird festgehalten, dass die persönlichen Lebensumstände und Ressourcen der Gesuchstellenden bei der Beurteilung berücksichtigt werden müssen (KID, JusPax, SEK, ai). Dem SEK scheinen die Kriterien nach Bst. d zur Feststellung der Integration ungeeignet, die zudem zu einer Diskriminierung von Frauen führen könnten. Gemäss ai ist die Aufzählung der speziellen Fälle durch weitere besondere Personengruppen zu ergänzen.

2. Ablehnende Stellungnahmen

- *5 Kantone (ZH, BE, NW, BL, GR) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *2 Parteien (GPS, EDU) sind gegen die vorgeschlagene Regelung.*
- *4 Wirtschafts- und Berufsverbände (SGB, Unia, CP, FER) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *3 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SGV, ASO, UNHCR) sind mit der vorgeschlagenen Regelung nicht einverstanden.*

Das Kriterium sei nicht überprüfbar (ZH, NW, GR, SGV), diskriminierend (BE) und nicht kohärent mit dem Ausländerrecht (BL), bei nicht in der Schweiz wohnhaften Bewerbern kaum anwendbar (ASO) und suggeriere, dass Erwerbslose keine Einbürgerungsbewilligung erhalten würden (GPS, SGB, Unia). Der Kanton GR schlägt vor, das Erfordernis der gesicherten Existenzgrundlage aufzunehmen. Kritisiert wird vom UNHCR die starke Gewichtung der wirtschaftlichen Integration, die insbesondere für Flüchtlinge problematisch sei. Um den Vorgaben der Genfer Flüchtlingskonvention zu entsprechen, sei in dieser Hinsicht zumindest eine grosszügige Ausnahmeklausel vorzusehen.

Art. 12, al. 2:

Personnes qui, pour des raisons psychiques ou physiques, ne remplissent pas les critères d'intégration

1. Befürwortende Stellungnahmen

- *Alle Kantone befürworten die vorgeschlagene Regelung.*
- *5 Parteien (FDP, CVP, SP, GPS, EDU) stimmen zu, wobei 1 Partei (EDU) mit Vorbehalt.*
- *6 Wirtschafts- und Berufsverbände (SAV, SGB, Unia, Travail.Suisse, CP, FER) befürworten die vorgeschlagene Regelung.*
- *18 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SSV, SGV, SVBK, EKM, KID, SVZ, AVZ, ai, JusPax, insieme, SEK, Glr, DOK, EH, BGSB, BGB, BGR, DJS) sind für die vorgeschlagene Regelung.*

Die Formulierung sei zu präzisieren (BE, GL, NE, FDP) und zu erweitern (BS, BGSB, BGR, BGB). Die geistige Behinderung müsse explizit im Gesetzestext genannt werden (insieme, Glr, DOK, EH). Der Kanton LU fordert, die psychischen oder physischen Gründe eng zu fassen. Die EDU begrüsst die angemessene Berücksichtigung von physischen Gründen, jene von psychischen Gründen hingegen lehnt sie ab. Ausserdem wird angemerkt, dass die Voraussetzungen so auszugestalten seien, dass der Wunsch nach Einbürgerung von der betroffenen Person selber geäussert werden muss (SSV, SGV). Mit der Regelung dürfe kein Schlupfloch für «Mogler» entstehen (SVZ, AVZ, SVBK).

2. Ablehnende Stellungnahmen

- *1 weiterer Vernehmlassungsteilnehmer (BGK) ist mit der vorgeschlagenen Regelung nicht einverstanden.*

Keine Bemerkungen.

Art. 20

Conditions matérielles de la naturalisation facilitée

1. Befürwortende Stellungnahmen

- *25 Kantone befürworten die vorgeschlagene Regelung (ZH, BE, LU, UR, SZ, OW, NW, GL, ZG, FR, SO, BS, BL, SH, AR, AI, SG, AG, TG, TI, VD, VS, NE, GE, JU).*
- *3 Parteien (FDP, CVP, SP) stimmen der vorgeschlagenen Regelung zu.*
- *6 Wirtschafts- und Berufsverbände (SAV, SGB, Unia, Travail.Suisse, CP, FER) befürworten die vorgeschlagene Regelung.*
- *12 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SSV, SGV, SVBK, EKM, SVZ, AVZ, ai, JusPax, SEK, BGSB, BGB, BGR) sind für die vorgeschlagene Regelung.*

Die Befürworter begrüssen, dass auch bei der erleichterten Einbürgerung dieselben Integrationskriterien gelten sollen. Aufgrund der kürzeren Anwesenheitsdauer in der Schweiz könnten jedoch nicht die gleich hohen Anforderungen gestellt werden, was auf Verordnungs- (GE) oder Gesetzesstufe klar zum Ausdruck kommen müsse (LU). Gemäss dem SVZ ist in Art. 20 ein Verweis auf Art. 11 Bst. a und Bst. b aufzunehmen (SVZ).

2. Ablehnende Stellungnahmen

- *1 Kanton (GR) lehnt die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *1 Partei (EDU) ist gegen die vorgeschlagene Regelung.*
- *1 weiterer Vernehmlassungsteilnehmer (BGK) ist mit der vorgeschlagenen Regelung nicht einverstanden.*

Der Kanton GR erachtet die Regelung als unklar und unpraktikabel: Im Gesetzeswortlaut komme nicht zum Ausdruck, dass aufgrund der kürzeren Anwesenheitsdauer in der Schweiz nicht die gleich hohen Anforderungen wie bei einer ordentlichen Einbürgerung gestellt werden können; die materiellen Voraussetzungen seien in einer eigenen Bestimmung im Sinne des geltenden Art. 26 BüG unter dem Abschnitt der erleichterten Einbürgerung aufzunehmen, wobei die konkreten Anforderungen an den Integrationsgrad auf Verordnungsstufe zu regeln seien. Aus Sicht der EDU ist die Regelung überflüssig und daher zu streichen.

Art. 13:

Procédure de naturalisation

Demandes de naturalisation transmises à la Confédération au terme de la procédure cantonale et communale

1. Befürwortende Stellungnahmen

- *16 Kantone befürworten die vorgeschlagene Regelung (ZH, BE, LU, GL, ZG, FR, SO, BS, AI, SG, AG, VD, VS, NE, GE, JU)*
- *5 Parteien (FDP, CVP, SP, GPS, EDU) stimmen der vorgeschlagenen Regelung zu.*
- *6 Wirtschafts- und Berufsverbände (SAV, SGB, Unia, Travail.Suisse, CP, FER) befürworten die vorgeschlagene Regelung.*
- *9 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SSV, SGV, SVBK, EKM, SVZ, AVZ, UNHCR, JusPax, BGK) sind für die vorgeschlagene Regelung.*

Gemäss dem Kanton ZH ist der Begriff «Zusicherung» zu ungenau (ZH). Das UNHCR erachtet das Verfahren als zu kompliziert; es bestehe die Gefahr, dass die Einbürgerungskriterien weiterhin sehr unterschiedlich gehandhabt würden, weshalb eine nochmalige Evaluierung und Vereinfachung der Art. 13 bis Art. 17 angezeigt sei.

2. Ablehnende Stellungnahmen

- *10 Kantone (UR, SZ, OW, NW, BL, SH, AR, GR, TG, TI) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *5 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SFR, SEK, BGSB, BGB, BGR) sind mit der vorgeschlagenen Regelung nicht einverstanden.*

Das vorgesehene Einbürgerungsverfahren stelle einen zu starken Eingriff in die Regelungshoheit der Kantone dar (UR, NW, BL, SH, TG, GR) und sei nicht ökonomisch (UR, NW, SZ, AR, BL, GR, TG). Auch bleibe unklar, was die «Zusicherung» im Einzelnen bedeute (BGSB, BGB, BGR).

Art. 14: Décision cantonale de naturalisation (dans un délai de six mois à compter de l'autorisation fédérale de naturalisation)

1. Befürwortende Stellungnahmen

- *12 Kantone befürworten die vorgeschlagene Regelung (ZH, LU, GL, ZG, BS, AI, AR, AG, VD, VS, NE, GE).*
- *5 Parteien (FDP, CVP, SP, GPS, EDU) stimmen der vorgeschlagenen Regelung zu, wobei 1 Partei (FDP) mit Vorbehalt.*
- *5 Wirtschafts- und Berufsverbände (SAV, SGB, Unia, Travail.Suisse, FER) befürworten die vorgeschlagene Regelung.*
- *8 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SSV, SGV, SVBK, SVZ, AVZ, ai, JusPax, BGK) sind für die vorgeschlagene Regelung.*

Ein schnelles Einbürgerungsverfahren wird sehr begrüsst. Die Praxistauglichkeit der Bestimmung wird allerdings bei Fällen mit Abklärungen, die länger als 6 Monate dauern, oder bei Einleitung eines Rechtsmittelverfahrens infrage gestellt (BS, FDP). Auch sei fraglich, was mit der Einbürgerungsbewilligung geschehe, wenn der Kanton das Verfahren verzögere (SGB, Unia, SVZ). Das Verstreichenlassen der Frist dürfe nicht als Verfahrensverlängerung zulasten der Gesuchsteller gehen; dass der Einbürgerungswillige ein neues Gesuch stellen müsste, sei inakzeptabel (SP, GPS). Die Mehrheit der Befürworter erachtet die Gültigkeitsfrist von 6 Monaten für die Einbürgerungsbewilligung als angemessen; Einzelne fordern deren Verlängerung auf 1 Jahr (VS) bzw. deren Verkürzung auf 3 Monate (Travail.Suisse).

2. Ablehnende Stellungnahmen

- *14 Kantone (BE, UR, SZ, OW, NW, FR, SO, BL, SH, TG, SG, GR, TI, JU) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *1 Wirtschafts- und Berufsverband (CP) lehnt die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *5 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SFR, SEK, BGSB, BGB, BGR) sind mit der vorgeschlagenen Regelung nicht einverstanden.*

Die Gegner kritisieren den Eingriff in die kantonale Verfahrenshoheit. Namentlich die Einführung der Ordnungsfrist für die kantonalen Behörden wird abgelehnt (NW, OW, SZ, BL, SG, GR, TG). Die Bestimmung lasse eine Reihe praktischer Fragen offen und bringe keine Vorteile, weshalb sie ersatzlos zu streichen sei (BGSB, BGB, BGR). Der Kanton Uri und der CP wollen die bisherige Regelung beibehalten (UR, CP). Die Gültigkeitsfrist von 6 Monaten für die Einbürgerungsbewilligung wird als zu kurz erachtet (BE, FR, SO, SH, TI, JU): Es werden 9 Monate (FR) bzw. 12 Monate (BE, SO, JU) sowie eine Verlängerungsmöglichkeit für besondere Fälle vorgeschlagen (SO).

Art. 18: Durée de séjour cantonale et communale
Variante 1 / Approuvez-vous le contenu?

1. Befürwortende Stellungnahmen

- *4 Kantone befürworten die vorgeschlagene Regelung (UR, VS, VD, JU).*
- *1 Partei (CVP) stimmt der vorgeschlagenen Regelung zu.*
- *2 Wirtschafts- und Berufsverbände (CP, FER) befürworten die vorgeschlagene Regelung.*
- *1 weiterer Vernehmlassungsteilnehmer (SGV) ist für die vorgeschlagene Regelung.*

Der Variante 1 wird der Vorzug gegeben, da Variante 2 zu stark in die Souveränität der Kantone eingreife und mit Art. 38 Abs. 2 BV nicht vereinbar sei (UR, VD, CP, FER).

2. Ablehnende Stellungnahmen

- *20 Kantone (ZH, BE, LU, SZ, OW, NW, GL, ZG, FR, SO, BS, BL, AR, AI, SG, GR, AG, TG, TI, GE) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *5 Parteien (FDP, SP, SVP, GPS, EDU) sind gegen die vorgeschlagene Regelung.*
- *3 Wirtschafts- und Berufsverbände (SAV, Unia, Travail.Suisse) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *13 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SVBK, EKM, KID, SVZ, AVZ, PINK CROSS, LOS, SFR, JusPax, SEK, BGSB, BGB, GBR) sind mit der vorgeschlagenen Regelung nicht einverstanden.*

Die vorgeschlagene Bestimmung stösst aus unterschiedlichen Gründen auf Ablehnung: Sie sei unklar (ZG, BS, BL, AR, GE, FDP, SVBK, JusPax), greife zu stark in die Kantonsautonomie ein (NW, OW, GR, TI, SVP, SVBK, BGSB, BGB, GBR) und ermögliche den Kantonen immer noch überlange Wohnsitzfristen und damit die Einschränkung der Mobilität (SP, GPS, SGB, Unia, SAV, Travail.Suisse). Eine feste Obergrenze sei zu bevorzugen (BS). Gemäss dem Kanton OW ist bei einem Wohnsitzwechsel in einen anderen Kanton das hängige Verfahren von Gesetzes wegen als gegenstandslos zu erklären. Betreffend die Mindestaufenthaltsdauer wird vereinzelt geltend gemacht, dass diese mindestens 3 Jahre (TI, VD, EDU) oder mindestens 5 Jahre (UR, GR) betragen soll.

Art. 18: Durée de séjour cantonale et communale
Variante 1 / Prise en compte de la durée de séjour

1. Befürwortende Stellungnahmen

- *10 Kantone befürworten die vorgeschlagene Regelung (SZ, GL, ZG, FR, SO, SH, AI, VS, GE, JU), wobei 1 Kanton (GL) mit Vorbehalt.*
- *2 Parteien (FDP, CVP) stimmen der vorgeschlagenen Regelung zu.*
- *2 Wirtschafts- und Berufsverbände (CP, FER) befürworten die vorgeschlagene Regelung.*
- *3 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SGV, EKM, SEK) sind für die vorgeschlagene Regelung.*

Gemäss dem Kanton GL soll jedoch bei einem innerkantonalen Wohnsitzwechsel eine Teilanrechnung des vorhergehenden Aufenthaltes, bei einem interkantonalen Wohnsitzwechsel keine Anrechnung erfolgen.

2. Ablehnende Stellungnahmen

- *11 Kantone (LU, UR, NW, BS, BL, SG, GR, AG, TG, TI, VD) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *3 Parteien (SVP, GPS, EDU) sind gegen die vorgeschlagene Regelung.*
- *1 Wirtschafts- und Berufsverband (SAV) lehnt die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *7 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SVBK, SVZ, AVZ, BGK, BGSB, BGB, BGR) sind mit der vorgeschlagenen Regelung nicht einverstanden.*

Bei einem interkantonalen Wohnsitzwechsel sei der Aufenthalt im ersten Kanton nicht an die Aufenthaltsdauer anzurechnen (BS). Der Kanton GR weist darauf hin, dass es den kommunalen Einbürgerungsbehörden nach nur einem Jahr nicht möglich sein werde, die materiellen Einbürgerungsvoraussetzungen genügend beurteilen zu können. Hierzu bedürfe es eines Mindestaufenthaltes von 2 bis 3 Jahren.

Art. 18: Durée de séjour cantonale et communale Variante 2

1. Befürwortende Stellungnahmen

- *16 Kantone befürworten die vorgeschlagene Regelung (ZH, BE, LU, SZ, ZG, FR, SO, BS, BL, SH, AR, AI, AG, TG, NE, GE).*
- *4 Parteien (FDP, SP, GPS, EDU) stimmen der vorgeschlagenen Regelung zu.*
- *4 Wirtschafts- und Berufsverbände (SAV, SGB, Unia, Travail.Suisse) befürworten die vorgeschlagene Regelung.*
- *12 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SSV, EKM, KID, SVZ, AVZ, PINK CROSS, LOS, SFM, aj, JusPax, SEK, DJS) sind für die vorgeschlagene Regelung.*

Eine klare und einheitliche Obergrenze für die kantonale und kommunale Aufenthaltsdauer wird ausdrücklich begrüsst (ZH, SZ, BS, GE, FDP, SSV, JusPax, SEK, DJS). Die Harmonisierung sei zu begrüßen, weil sie der steigenden Mobilität innerhalb der schweizerischen Bevölkerung gerecht werde (FDP, SP, GPS, SGB, Unia, EKM, SFM). Um eine grösstmögliche Mobilität zu gewährleisten, sei die Aufenthaltsdauer auch bei interkantonalen Wohnsitzwechseln anzurechnen (FDP, SSV, KID). Vereinzelt wird eine Umformulierung von Abs. 1 vorgeschlagen: „Die Kantone können in ihren Gesetzen eine Aufenthaltsdauer von ... vorsehen.“ (SP, GPS, SGB, Unia). Betreffend die bundesrechtlich vorgeschriebene Aufenthaltsdauer bestehen vereinzelt unterschiedliche Vorstellungen: so soll sie effektiv 3 Jahre (SVZ), maximal 2 Jahre (ai), 5 Jahre (BL) oder mindestens 5 Jahre (SO) betragen. Gemäss dem Kanton SZ ist Abs. 2 zu ändern: Jene Gemeinde, bei der das Gesuch eingereicht wird, soll auch bei einem Wegzug in eine andere Gemeinde oder einen anderen Kanton zuständig bleiben.

2. Ablehnende Stellungnahmen

- *9 Kantone (UR, OW, NW, SG, GR, TI, VD, VS, JU) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *1 Partei (SVP) ist gegen die vorgeschlagene Regelung.*
- *2 Wirtschafts- und Berufsverbände (CP, FER) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *7 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SGV, SVBK, SFR, BGK, BGSB, BGB, BGR) sind mit der vorgeschlagenen Regelung nicht einverstanden.*

Das Anliegen, eine gewisse Harmonisierung der kantonalen und kommunalen Aufenthaltsdauer herzustellen, wird zum Teil als berechtigt angesehen. Die vorgeschlagene Bestimmung wird jedoch als zu starker Eingriff in die Regelungshoheit der Kantone gewertet (UR, NW, OW, TI, VD, VS, SVP, CP, FER, BGSB, BGR): Sie sei mit Art. 38 Abs. 2 BV nicht vereinbar (UR,

VD, CP, FER). Ausserdem wird gefordert, die bundesrechtlich festgelegte Aufenthaltsdauer nicht unter fünf Jahren festzulegen (SG, GR).

Art. 18: Durée de séjour cantonale et communale Variante 2 / Prise en compte de la durée de séjour

1. Befürwortende Stellungnahmen

- *20 Kantone befürworten die vorgeschlagene Regelung (ZH, BE, LU, GL, ZG, FR, SO, BS, BL, SH, AR, AI, GR, AG, TG, VD, VS, NE, GE, JU), wobei 2 Kantone (ZH, GL) mit Vorbehalt.*
- *4 Parteien (FDP, SP, GPS, EDU) stimmen der vorgeschlagenen Regelung zu, wobei 1 Partei (EDU) mit Vorbehalt.*
- *4 Wirtschafts- und Berufsverbände (SAV, SGB, Unia, Travail.Suisse) befürworten die vorgeschlagene Regelung.*
- *7 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SSV, SGV, SVZ, AVZ, ai, JusPax, DJS) sind für die vorgeschlagene Regelung.*

Vorgebracht wird, dass die Wartefrist 2 Jahre (ZH) bzw. 3 Jahre (EDU) betragen solle; die neue Wohnsitzgemeinde müsse über die notwendige Zeit verfügen, um die Integration des Gesuchstellers in die örtlichen Verhältnisse beurteilen zu können. Die Aufenthaltsdauer sei auch bei einem interkantonalen Wohnsitzwechsel anzurechnen (SGB, Unia, SSV, DJS). Gemäss JusPax ist von einer Wartefrist abzusehen; das Einbürgerungsgesuch sei einfach der neu zuständigen Einbürgerungsbehörde zu übermitteln.

2. Ablehnende Stellungnahmen

- *4 Kantone (UR, NW, SG, TI) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *1 Partei (SVP) ist gegen die vorgeschlagene Regelung.*
- *6 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SVBK, BGK, SEK, BGSB, BGB, BGR) sind mit der vorgeschlagenen Regelung nicht einverstanden.*

Es werden folgende Bemerkungen gemacht: Die bisherige Regelung sei beizubehalten (SVBK). Die bundesrechtlich festzulegende Höchstfrist für die Kantone und die Gemeinden dürfe nicht unter fünf Jahren liegen (UR). Die Formulierung führe dazu, dass auf kommunaler Ebene von Bundesrechts wegen zwingend eine Wartefrist bestehe, weshalb der Absatz 2 wie folgt abzuändern sei: „Besteht auf kommunaler Ebene eine Wartefrist, so darf diese höchstens ein Jahr dauern.“ (SEK). Inhaltlich stosse die Regelung zwar auf Zustimmung, jedoch solle diese der kantonalen Gesetzgebung vorbehalten sein (BGSB, BGB, BGR).

Art. 22: Nationalité suisse admise par erreur

1. Befürwortende Stellungnahmen

- *24 Kantone befürworten die vorgeschlagene Regelung (ZH, LU, UR, SZ, OW, NW, GL, ZG, FR, BS, BL, SH, AR, AI, SG, GR, AG, TG, TI, VD, VS, NE, GE, JU).*
- *4 Parteien (FDP, CVP, SP, GPS) sind für die vorgeschlagene Regelung.*
- *4 Wirtschafts- und Berufsverbände (SGB, Unia, Travail.Suisse, FER) befürworten die vorgeschlagene Regelung.*
- *8 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SSV, SGV, SVBK, EKM, SVZ, AVZ, JusPax, BGK) sind für die vorgeschlagene Regelung.*

Die Bestimmung sei zu streichen (OW, JusPax). Der Bestimmung könne zugestimmt werden, sofern der bisherige Art. 29 Abs. 3 BÜG beibehalten werde. (FER).

2. Ablehnende Stellungnahmen

- *1 Kanton (BE) lehnt die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *1 Partei (EDU) ist gegen die vorgeschlagene Regelung.*
- *1 Wirtschafts- und Berufsverband (CP) lehnt die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *2 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SFR, SEK) sind mit der vorgeschlagenen Regelung nicht einverstanden.*

Die Formulierung gemäss bisherigem Art. 29 BÜG solle beibehalten werden (EDU, CP) bzw. die betroffene Person das Bürgerrecht nach 5 Jahren voraussetzungslos erwerben (SFR). Gemäss dem Kanton Bern ist der betroffenen Person das irrtümlich geführte Kantonsbürgerrecht zu erteilen. Auf Unverständnis stösst, dass eine einbürgerungswillige Person, die bereits Militärdienst geleistet hat, neu einer Mindestfrist unterliegen soll: Vielmehr rechtfertige sich eine Ausdehnung der bestehenden Privilegierung auf den Zivildienst (SEK).

Art. 25: Compétence et procédure

1. Befürwortende Stellungnahmen

- *15 Kantone befürworten die vorgeschlagene Regelung (UR, SZ, OW, GL, ZG, FR, SO, BS, SH, AI, AG, TI, VD, GE, JU).*
- *2 Parteien (FDP, CVP) stimmen der vorgeschlagenen Regelung zu.*
- *3 Wirtschafts- und Berufsverbände (SAV, CP, FER) befürworten die vorgeschlagene Regelung.*
- *8 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SSV, SGV, EKM, SVZ, AVZ, JusPax, BGK, SEK) sind für die vorgeschlagene Regelung.*

Es wird angemerkt, dass der bei Kantonen und Gemeinden anfallende Mehraufwand durch den Bund zu vergüten sei (UR, ZG, CVP, SSV). Ausserdem solle das Anhörungsrecht in ein Antragsrecht umgewandelt werden, da die Kantone und Gemeinden einerseits einen erhöhten Arbeitsaufwand hätten und andererseits durch die vorgenommenen Abklärungen ein umfassendes Bild vom Gesuchsteller gewinnen würden (BS).

2. Ablehnende Stellungnahmen

- *11 Kantone (ZH, BE, LU, NW, BL, AR, SG, GR, TG, VS, NE) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *3 Parteien (SP, GPS, EDU) erklären sich mit der Regelung nicht einverstanden.*
- *2 Wirtschafts- und Berufsverbände (SGB, Unia) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *4 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SVBK, BGSB, BGB, BGR) sind mit der vorgeschlagenen Regelung nicht einverstanden.*

Die Regelung führe nicht zur Straffung des Verfahrens, sondern aufgrund der fehlenden Koordination vielmehr zur Verlängerung (GR, TG). Werde das Verfahren tatsächlich so umgesetzt, habe dies einen beträchtlichen personellen und finanziellen Mehraufwand für die Kantone zur Folge (ZH, BE, BL, VS, NE). Eine kostendeckende Entschädigung für den Aufwand der Kantone müsse dabei mindestens gewährleistet werden (BE, NE). Die Tragung von Personal- und Infrastrukturkosten für reine Bundesaufgaben werde abgelehnt (NW, AR, TG, GR). Im Weiteren wird vorgebracht, dass der Bund bzw. das BFM für die erleichterte Einbürgerung zuständig sei, weshalb das Gesuch wie bisher beim BFM eingereicht werden müsse (ZH, LU, TG, BL,

SG, GR, AR, VS, NE, SP, GPS, SGB, Unia, SVBK). Gemäss dem Kanton LU hat sich das bisherige System bewährt. Würde das Gesuch beim Wohnkanton eingereicht, würde dies zu unterschiedlichen Massstäben bei der erleichterten Einbürgerung führen. Falls der Bund den Entwurf von Art. 25 nicht ändere, seien die daraus entstehenden Mehrkosten den Kantonen abzugelten. Laut der BGSB, BGB sowie der BGR ist das Anhörungsrecht durch ein Antragsrecht zu ersetzen.

Art. 26: Conditions générales de la réintégration

1. Befürwortende Stellungnahmen

- *25 Kantone befürworten die vorgeschlagene Regelung (ZH, BE, LU, UR, SZ, OW, NW, GL, ZG, FR, SO, BS, BL, SH, AR, AI, SG, AG, TG, TI, VD, VS, NE, GE, JU), wobei 3 Kantone (ZH, NW, AR) mit Vorbehalt.*
- *3 Parteien (FDP, CVP, SP) sind für die vorgeschlagene Regelung.*
- *1 Wirtschafts- und Berufsverband (Travail.Suisse) befürwortet die vorgeschlagene Regelung.*
- *10 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SSV, SGV, SVBK, SVZ, AVZ, ai, JusPax, BGSB, BGB, BGR) sind mit der vorgeschlagenen Regelung einverstanden.*

Grundsätzlich stösst die Regelung auf Zustimmung. Folgende Vorbehalte und Bemerkungen werden angebracht: Die Einhaltung der Kriterien nach Abs. 1 Bst. c und Bst. d sei in der Praxis nicht überprüfbar. Es bestehe damit ein Risiko, dass überhöhte, diskriminierende oder unsachliche Anforderungen an die Integration gestellt würden, indem einzelne Gesichtspunkte, die in der öffentlichen Diskussion gerade vorherrschen, überbetont werden und der Gesamtzusammenhang zu wenig gewürdigt werde (ZH). Bei den Kriterien dürfe es sich nur um Mindestvorschriften des Bundes handeln (NW). Die Beachtung der Rechtsordnung sei explizit als Voraussetzung aufzuführen (AR). Die Kriterien für die Wiedereinbürgerung dürften nicht allzu streng sein (SP). Mit Bst. e werde eine materielle Voraussetzung aufgestellt, die in den Anforderungen an die Integration bereits enthalten sei, weshalb Bst. e zu streichen sei (ai).

2. Ablehnende Stellungnahmen

- *1 Kanton (GR) lehnt die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *1 Partei (EDU) ist gegen die vorgeschlagene Regelung.*
- *4 Wirtschafts- und Berufsverbände (SGB, Unia, CP, FER) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *4 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (EKM, ASO, SFR, SEK) sind mit der vorgeschlagenen Regelung nicht einverstanden.*

Es wird kritisiert, dass die aufgeführten Integrationskriterien weder praxistauglich sind noch den Integrationsbegriff korrekt wiedergeben. Bei der Begriffsdefinition sei auf die Überprüfbarkeit der Integrationskriterien zu achten. Zur Vermeidung von Missverständnissen und aus Gründen der Transparenz müsse die Bestimmung klarer strukturiert werden. Insbesondere seien Personen, die sich in der Schweiz und solche, die sich im Ausland aufhalten, in zwei separaten Absätzen oder Bestimmungen zu regeln. Dementsprechend sei Abs. 1 Bst. b zu streichen und in Abs. 2 aufzunehmen (GR). Im Weiteren wird angemerkt, dass es unverhältnismässig sei, bei der Wiedereinbürgerung die gleichen Kriterien wie bei der ordentlichen Einbürgerung anzuwenden, zumal Betroffene nach Art. 27 Abs. 3 von einer Wiedereinbürgerung ausgeschlossen seien. Die Art. 18 bis Art. 25 des geltenden Rechts seien daher beizubehalten (CP, FER). Die Kriterien für die Wiedereinbürgerung dürften nicht allzu streng sein (SGB, Unia). Dem «ius sanguinis» werde im vorliegenden Gesetzesentwurf zu grosses Gewicht bei-

gemessen; ausserdem würden lediglich finanziell Gutgestellte eine Wiedereinbürgerung beantragen können, was einer ökonomischen Diskriminierung gleichkomme (EKM).

Art. 26:

Réintégration / Intégration réussie ou liens étroits avec la Suisse

1. Befürwortende Stellungnahmen

- *25 Kantone befürworten die vorgeschlagene Regelung (ZH, BE, LU, UR, SZ, OW, NW, GL, ZG, FR, SO, BS, BL, SH, AI, SG, GR, AG, TG, TI, VD, VS, NE, GE, JU).*
- *3 Parteien (FDP, GPS, EDU) stimmen der vorgeschlagenen Regelung zu, wobei 2 Parteien (FDP, EDU) mit Vorbehalt.*
- *1 Wirtschafts- und Berufsverband (Travail.Suisse) befürwortet die vorgeschlagene Regelung.*
- *12 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SSV, SGV, SVBK, EKM, SVZ, AVZ, ai, JusPax, BGK, BGSB, BGB, BGR) sind für die vorgeschlagene Regelung.*

Der Kanton NW kann die Regelung nur befürworten, sofern es sich um Mindestvorschriften des Bundes handelt. Ein Teil der Vernehmlassungsteilnehmer fordert, den Begriff der engen Verbundenheit klarer zu definieren (GL, EDU, ai). Für die FDP ist das Kriterium der engen Verbundenheit die Mindestvoraussetzung; es erscheine fraglich, weshalb im Ausland lebende Personen sich überhaupt einbürgern lassen wollen.

2. Ablehnende Stellungnahmen

- *1 Partei (SP) lehnt die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *4 Wirtschafts- und Berufsverbände (SGB, Unia, CP, FER) sind gegen die vorgeschlagene Regelung.*
- *2 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (ASO, SEK) sind mit der vorgeschlagenen Regelung nicht einverstanden.*

Es wird kritisiert, dass die enge Verbundenheit mit der Schweiz ein unbestimmter Rechtsbegriff und zu restriktiv sei. In Anbetracht der bisherigen Praxis müsse die Verbundenheit mit der Schweiz ausreichen (SP, SGB, Unia, SEK). Die Verbundenheit mit der Schweiz dürfe nicht primär von der Anzahl von Reisen in die Schweiz abhängig sein; schon die heutige Praxis der Wiedereinbürgerungen schliesse häufig Personen mit niedrigen Einkommen und aus fernen Ländern vom Schweizer Bürgerrecht aus, was einer ökonomischen Diskriminierung gleichkomme und inakzeptabel sei (SP, SGB, Unia, ASO). Gemäss dem CP ist der Begriff der engen Verbundenheit auf Gesetzesstufe zu präzisieren sowie der «3. Abschnitt: Wiedereinbürgerung» besser zu strukturieren.

Art. 27:

Ensuite de péremption ou de perte de la nationalité suisse (plus qu'une disposition relative à la réintégration)

1. Befürwortende Stellungnahmen

- *25 Kantone befürworten die vorgeschlagene Regelung (ZH, BE, UR, SZ, OW, NW, GL, ZG, FR, SO, BS, BL, SH, AR, AI, SG, GR, AG, TG, TI, VD, VS, NE, GE, JU).*
- *4 Parteien (FDP, CVP, SP, EDU) stimmen der vorgeschlagenen Regelung zu.*
- *3 Wirtschafts- und Berufsverbände (Travail.Suisse, CP, FER) befürworten die vorgeschlagene Regelung.*

- *11 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SSV, SGV, SVBK, SVZ, AVZ, ASO SFR, JusPax, BGSB, BGB, BGR) sind für die vorgeschlagene Regelung.*

Es wird beantragt, die Entlassung aus dem Schweizer Bürgerrecht in Art. 27 aufzunehmen (NW, SG, GR).

2. Ablehnende Stellungnahmen

- *1 Partei (GPS) lehnt die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *2 Wirtschafts- und Berufsverbände (SGB, Unia) sind gegen die vorgeschlagene Regelung.*
- *2 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (EKM, SEK) sind mit der vorgeschlagenen Regelung nicht einverstanden.*

Die mit der Bestimmung einhergehende Verschärfung wird abgelehnt. Nachkommen von Auslandschweizern werde verunmöglicht, nach Verwirkung der 10-jährigen Frist das Schweizer Bürgerrecht zu erlangen (GPS, SGB, Unia, SEK).

Art. 27:

Délai pour former une demande de réintégration

1. Befürwortende Stellungnahmen

- *24 Kantone befürworten die vorgeschlagene Regelung (ZH, BE, LU, UR, SZ, OW, NW, GL, ZG, SO, BS, BL, SH, AR, AI, SG, GR, AG, TG, TI, VD, VS, NE, JU).*
- *3 Parteien (FDP, CVP, SP) stimmen der vorgeschlagenen Regelung zu.*
- *1 Wirtschafts- und Berufsverband (Travail.Suisse) befürwortet die vorgeschlagene Regelung.*
- *10 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SSV, SGV, SVBK, SVZ, AVZ, JusPax, BGK, BGSB, BGB, BGR) sind für die vorgeschlagene Regelung.*

Die Aufenthaltsdauer nach Abs. 2 sei auf 2 Jahre (NE) bzw. auf 1 Jahr (JU) herabzusetzen. Ein Wiedereinbürgerungsgesuch bei Wohnsitz im Ausland solle bei enger Verbundenheit mit der Schweiz generell nach Eintritt der Verwirkung eingereicht werden können (TI).

2. Ablehnende Stellungnahmen

- *2 Kantone (FR, GE) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *2 Parteien (GPS, EDU) sind gegen die vorgeschlagene Regelung.*
- *4 Wirtschafts- und Berufsverbände (SGB, Unia, CP, FER) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *3 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (ASO, SFR, SEK) sind mit der vorgeschlagenen Regelung nicht einverstanden.*

Diese Verschärfung sei abzulehnen (FR, GE, ASO, SEK): Die Wiedereinbürgerung sei eine privilegierte Form der Einbürgerung und deshalb weniger streng als andere Formen der Einbürgerung auszugestalten. Die 10-jährige Frist sei unangemessen und daher zu streichen (SFR). Gemäss der EDU ist Abs. 2 zu streichen.

Art. 33:

Séjour: seuls les séjours effectués au titre d'une autorisation d'établissement, d'une autorisation de séjour ou d'une admission provisoire sont pris en compte dans le calcul de la durée du séjour

1. Befürwortende Stellungnahmen

- *16 Kantone befürworten die vorgeschlagene Regelung (BE, UR, SZ, OW, NW, GL, SO, BL, SH, AR, SG, TG, GR, AG, VD, JU), wobei ein Kanton (GR) mit Vorbehalt.*
- *4 Parteien (FDP, CVP, SVP, EDU) stimmen der vorgeschlagenen Regelung zu, wobei eine Partei (FDP mit Vorbehalt).*
- *3 Wirtschafts- und Berufsverbände (Travail.Suisse, CP, FER) befürworten die vorgeschlagene Regelung.*
- *9 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SGV, SVBK, SVZ, AVZ, BGK, DJS BGSB, BGB, BGR) sind für die vorgeschlagene Regelung.*

Einzelnen Befürwortern geht die Bestimmung zu wenig weit: Die Aufenthaltsdauer von vorläufig Aufgenommenen sei auch nicht anzurechnen (OW, TG, CVP, SVP, SVBK BGSB, BGB, BGR). Gemäss der FDP ist die Aufenthaltsdauer von vorläufig Aufgenommenen nicht anzurechnen, wenn diese eine angeordnete Wegweisung verhindert oder verzögert haben oder dabei nicht kooperativ waren. Der Kanton GR verweist auf seinen Antrag, wonach auf die Statuierung einer bundesrechtlichen Aufenthaltsdauer zu verzichten und das Erfordernis eines 5-jährigen Besitzes einer Niederlassungsbewilligung sowie ein Wohnsitzerfordernis einzuführen sei. Damit könne Abs. 2 gestrichen werden. Im Übrigen werde die vorliegende Bestimmung abgelehnt. Der Bund verkenne mit seinem Vorschlag, dass der Wohnsitz und damit auch der Wohnsitzbegriff für eine Einbürgerung von zentraler Bedeutung seien. Verkannt werde dabei insbesondere, dass der Besitz einer gültigen Aufenthalts- oder Niederlassungsbewilligung vor allem bei EU-/EFTA-Staatsangehörigen nicht unbedingt einem tatsächlichen Aufenthalt oder Wohnsitz entspreche. Die B- und C-Bewilligungen seien lediglich Indizien und kein Beweis für den Wohnsitz. Abgesehen davon sei auch der Aufenthalt nicht zwingend identisch mit dem Wohnsitz. In Bezug auf den Wohnsitz dürfe keine Kohärenz zum AuG hergestellt werden, zumal das AuG den Wohnsitzbegriff nicht kenne.

Im Weiteren werden folgende Bemerkungen gemacht: Die bestehende Regelung nach Art. 36 sei unbefriedigend. Um den aktuellen Gegebenheiten gerecht zu werden, sei eine Definition des Wohnsitzbegriffs auf Bundesebene erforderlich. Insbesondere solle nur eingebürgert werden können, wer in der Schweiz seinen (zivilrechtlichen) Wohnsitz habe. Folglich solle der Lebensmittelpunkt für die Bestimmung des tatsächlichen Wohnsitzes ausschlaggebend sein (GR, AR, SG). Die aktuelle Praxis des Bundes, wonach ein 6-monatiger Aufenthalt pro Jahr in der Schweiz für die ordentliche Einbürgerung genüge, sei nicht befriedigend; im Gesetz sei daher ein jährlicher Mindestaufenthalt von neun Monaten zu verlangen, wobei der zivilrechtliche Wohnsitz ganzjährig zu bestehen habe. Auf den Begriff «polizeilich» sei zu verzichten, da die Abmeldung beim zuständigen kommunalen Einwohneramt erfolge (SG). Abs. 4 entspreche Art. 61 Abs. 2 AuG und könne daher ersatzlos gestrichen werden (GR). Abs. 3 sei zu streichen, da die Bestimmung zu viel Interpretationsspielraum offen lasse und Beweisprobleme mit sich bringe (EDU). Für Asylsuchende, die am Wirtschaftsleben teilnehmen oder in Ausbildung sind, sei eine Ausnahmeregelung zu schaffen (FER). Bei der Berechnung des Aufenthalts sei sowohl auf die tatsächliche Anwesenheit wie auf die entsprechende Aufenthaltsbewilligung abzustützen. Die Nichtberücksichtigung der Aufenthaltsdauer der gesetzlich geregelten Anwesenheit von asylsuchenden Personen lasse sich nur rechtfertigen, wenn die zuständigen Behörden ein rasches Verfahren garantieren können (SGV). Aufenthalte als Asylsuchende mit N-Bewilligung seien anzurechnen (DJS). Abs. 3 sei zu präzisieren oder umzuformulieren, da unklar bleibe, was «kurzfristiges Verlassen der Schweiz» bedeute (BGSB, BGB, BGR). Abs. 4

sei problematisch, weshalb eine Regelung für Studienaufenthalte im Ausland von maximal einem Jahr aufzunehmen sei (CVP).

2. Ablehnende Stellungnahmen

- *7 Kantone (ZH, LU, FR, BS, VS, NE, GE) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *2 Parteien (SP, GPS) sind gegen die vorgeschlagene Regelung.*
- *2 Wirtschafts- und Berufsverbände (SGB, Unia) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *11 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SSV, EKM, KID, UNHCR, SRK, SFH, FIZ, SFR, aj, JusPax, SEK) sind mit der vorgeschlagenen Regelung nicht einverstanden.*

Die Bestimmung stösst aus unterschiedlichen Gründen auf Ablehnung:

- Die Verschärfung der Zulassung zum Einbürgerungsverfahren sei abzulehnen (ZH, FR, NE, TI, SP, GPS, SGB, Unia, SEK, JusPax). Ein Asylverfahren könne bis zum rechtskräftigen Abschluss erfahrungsgemäss mehrere Jahre dauern. In dieser Zeit finde eine Integration in die schweizerischen Verhältnisse statt. Integration hänge nicht vom Aufenthaltsstatus ab. Die N-Bewilligung sei ein Aufenthaltstitel nach AuG, weshalb es nicht einleuchte, dass diese rechtmässige Anwesenheit nicht als Aufenthaltszeit gelten soll (LU, BS, SSV, EKM, KID).
- Die Bestimmung sei nicht einzuschränken sondern sogar weiter zu fassen: Der rechtmässige Aufenthalt als Opfer von Menschenhandel (FIZ) bzw. der Aufenthalt mit einer L-Bewilligung seien anzurechnen (GE).
- Die Regelung verstosse gegen die Genfer Flüchtlingskonvention (UNHCR) und stehe im Widerspruch zum erläuternden Bericht, der im gleichen Zusammenhang bezüglich staatenloser Kinder vermerke, dass jeder Aufenthalt in Übereinstimmung mit den ausländerrechtlichen Vorschriften an die Aufenthaltsdauer anzurechnen sei (BS, SFH).

Art. 34:

Enquêtes cantonales: nouvelle base légale

1. Befürwortende Stellungnahmen

- *16 Kantone befürworten die vorgeschlagene Regelung (UR, SZ, GL, ZG, FR, SO, BS, SH, AI, AG, TI, VD, VS, NE, GE, JU)*
- *5 Parteien (FDP, CVP, SP, GPS, EDU) stimmen der vorgeschlagenen Regelung zu.*
- *6 Wirtschafts- und Berufsverbände (SAV, SGB, Unia, Travail.Suisse, CP, FER) befürworten die vorgeschlagene Regelung.*
- *11 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SSV, SVBK, EKM, SVZ, AVZ, JusPax, BGK, SEK, BGSB, BGB, BGR) sind für die vorgeschlagene Regelung.*

Die Regelung wird als sinnvoll erachtet, da die Kantone näher an den zu untersuchenden Fällen dran seien. Allerdings würden diese Erhebungen für die kantonalen Behörden einen finanziellen und personellen Mehraufwand bedeuten, weshalb sich die Frage nach der Finanzierung stelle (FDP). Den Kantonen bzw. den Gemeinden seien die Kosten zu vergüten (UR, AG, VD, BGSB, BGB, BGR). Die Gebühren sollten mindestens kostendeckend sein (SAV, SSV). Insbesondere begrüsst werden einheitliche Richtlinien des Bundes für die Erstellung von Erhebungsberichten (SZ, ZG, VS, TI, SP, SGB, Unia). Die Richtlinien seien in der Verordnung auszugestalten (ZG, TI).

2. Ablehnende Stellungnahmen

- *10 Kantone (ZH, BE, LU, OW, NW, BL, AR, SG, GR, TG) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *1 weiterer Vernehmlassungsteilnehmer (SFR) ist mit der vorgeschlagenen Regelung nicht einverstanden.*

Die Kompetenz, die kantonalen Behörden mit den nötigen Erhebungen beauftragen zu können, stehe den Bundesbehörden bereits unter dem geltenden Recht zu und sei unbestritten. Wesentlich weiter gehe die in Abs. 3 neu vorgesehene Kompetenzzuweisung, wonach der Bundesrat für die Erstellung von Erhebungsberichten einheitliche Richtlinien erlassen könne. Der Bund solle sich hier auf Empfehlungen beschränken und die Ausgestaltung der Erhebungsberichte dem Kanton überlassen. Eine Bundeskompetenz zur Regelung der kantonalen Erhebungen bei der ordentlichen Einbürgerung sei zu verneinen (ZH). Des Weiteren wird kritisiert, dass mit der vorliegenden Formulierung der Bund die Kantone immer mehr zu Hilfsfunktionsfähigen degradiere. Sei der Bund entscheidungskompetent, habe er auch das Verfahren in Anwendung des entsprechenden Verfahrensrechts zu führen. Die geltende Bestimmung sei beizubehalten (SG, AR, OW). Die zusätzlichen, sehr zeitintensiven Erhebungen durch die Kantone würden für diese beträchtlichen personellen und finanziellen Mehraufwand bedeuten (NW, BE, OW). Eine kostendeckende Entschädigung für den Aufwand der Kantone müsse dabei mindestens gewährleistet werden (BE, OW).

Abs. 1 sei ersatzlos zu streichen, weil diese Norm in die Verfahrensautonomie der Kantone eingreife. Entgegen den Ausführungen im Bericht lasse die vorgeschlagene Formulierung keine weitere Aufgabendelegation durch das kantonale Recht an die kommunalen Einbürgerungsbehörden zu. Folglich müssten in Zukunft die kantonalen und nicht die kommunalen Einbürgerungsbehörden die materiellen Einbürgerungsvoraussetzungen prüfen, was nicht praktikabel sei (TG, GR). Abs. 2 sei soweit abzulehnen, als er über die heutige Regelung hinausgehe. Sämtliche Abklärungen im Rahmen eines Verfahrens um Nichtigerklärung einer Einbürgerung oder des Entzugs des Schweizer Bürgerrechts seien weiterhin durch die Bundesbehörden vorzunehmen. Die kantonalen Behörden würden weder über die erforderlichen Personalressourcen noch über die nötige Erfahrung verfügen, um rechtsgenügende Erhebungen durchführen zu können. Es solle jedoch weiterhin möglich sein, dass die kantonalen Einbürgerungsbehörden in Einzelfällen vom BFM vorbereitete Befragungen durchführen. Die heutige Regelung sei beizubehalten und in der vorliegenden Bestimmung korrekt wiederzugeben. Dies erfordere unter anderem die Beibehaltung der Kann-Formulierung (NW, TG, GR).

Die Entschädigungsfrage sei nicht geregelt. Ausserdem sei eine Kann-Formulierung nicht korrekt, da der Bund gemäss Abs. 2 beauftrage (BL).

Art. 34:

Enquêtes cantonales: introduction de délais d'ordre

1. Befürwortende Stellungnahmen

- *14 Kantone befürworten die vorgeschlagene Regelung (ZH, UR, SZ, GL, ZG, FR, SO, SH, AG, TI, VD, NE, GE, JU).*
- *3 Parteien (SP, GPS und EDU) sind mit der vorgeschlagenen Regelung einverstanden.*
- *6 Wirtschafts- und Berufsverbände (SAV, SGB, Unia, Travail.Suisse, CP, FER) befürworten die vorgeschlagene Regelung.*
- *6 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SSV, EKM, SVZ, AVZ, JusPax, SEK) sind für die vorgeschlagene Regelung.*

Die Befürworter unterbreiten folgende Vorschläge: Für die Ordnungsfrist seien 3 bis 6 Monate (UR), 6 Monate (JU, ZG, SH, AG, SO, SP, SGB, Unia, SVZ, AVZ), 9 Monate (GL) bzw. mindestens 12 Monate (VD, GE, SSV) vorzusehen. Bei komplexeren Abklärungen solle eine Fristerstreckung möglich sein (ZG).

2. Ablehnende Stellungnahmen

- *11 Kantone (BE, LU, OW, NW, BS, BL, AR, SG, GR, TG, VS) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *2 Parteien (FDP, CVP) sind gegen die vorgeschlagene Regelung.*
- *5 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SGV, SVBK, BGSB, BGB, BGR) sind mit der vorgeschlagenen Regelung nicht einverstanden.*

Die Einführung einer Ordnungsfrist stelle einen überflüssigen und unverhältnismässigen Eingriff in die Verfahrens- und Organisationshoheit der Kantone dar. Der «Stau» liege erfahrungsgemäss eher beim Bund als bei den Kantonen (OW, BL, BGSB, BGB, BGR). Sowohl aus dem Gesetz als auch aus dem erläuternden Bericht gehe hervor, dass ausschliesslich der Bund für die erleichterte Einbürgerung zuständig sei (NW, TG, GR). Zur Prüfung eines Gesuchs müssten bei verschiedenen Behörden Informationen sowie die Stellungnahme der zuständigen Gemeinde eingeholt werden; auf die Bearbeitungsdauer dieser Behörden könne nur beschränkt Einfluss genommen werden (BS, VS, SGV). Bei nicht tolerierbaren Verzögerungen stehe der Rechtsbehelf einer Rechtsverzögerungsbeschwerde zur Verfügung. Es falle auf, dass nur eine Ordnungsfrist für den Kanton gesetzt werden soll (AR, SG). Ordnungsfristen seien nicht durchsetzbar und würden ein falsches Sicherheitsgefühl vermitteln (FDP).

Art. 34:

Enquêtes cantonales: question relative à la durée de la procédure (question destinée aux seuls cantons)

Die Verfahrensdauer in den einzelnen Kantonen:

AG:

Kantonales Verfahren: 10,2 Monate inkl. Einholen der Einbürgerungsbewilligung des Bundes.
Kommunales Verfahren: 18,6 Monate.

AI:

Ca. 2 Jahre.

AR:

Kantonales Verfahren: ca. 6 Wochen.
Kommunales Verfahren: ca. 6 Monate.

BE:

Kantonales Verfahren: ca. 6 Monate.
Kommunales Verfahren: sehr unterschiedlich.

BL:

Durchschnittlich 1 bis 2 Jahre.

BS:

Ca. 6 bis 9 Monate.

FR:

Durchschnittlich 2 ½ bis 3 Jahre. Die Dauer des kommunalen Verfahrens variere aufgrund der unterschiedlichen Gemeindeorganisationen (in der Regel 1 Jahr).

GE:

Für in der Schweiz geborene Personen: 1 bis 1 ½ Jahre.

Für Personen unter 25 Jahren: 1 ½ bis 2 Jahre.

Für Personen über 25 Jahren: 2 ½ bis 3 Jahre.

Kantonales Verfahren: 1 bis 4 Monate.

Kommunales Verfahren: 1 bis 4 Monate.

GL:

ca. 6 bis 9 Monate (kantonales und kommunales Verfahren). Nach Eintreffen der Einbürgerungsbewilligung des Bundes: im Normalfall nicht länger als 3 Monate.

GR:

Durchschnittlich 1 bis 2 Jahre.

JU:

Kantonales Verfahren: 15 bis 18 Monate.

Kommunales Verfahren: 6 bis 8 Monate.

LU:

Kantonales Verfahren: 6 Monate.

Kommunales Verfahren: 1 bis 3 Jahre.

NE:

18 Monate (ca. 1 Jahr bis zur Erteilung der Einbürgerungsbewilligung des Bundes, ca. 6 Monate für das kantonale und kommunale Verfahren).

NW:

Kantonales Verfahren: 1 ½ bis 2 Jahre.

Kommunales Verfahren: 1 ½ bis 2 Jahre.

Einbürgerungsverfahren bei selbstständigen Gesuchen von Jugendlichen: ca. 1 Jahr.

OW:

Kantonales Verfahren: 1 Jahr.

Kommunales Verfahren: 3 Jahre.

SG:

Kantonales Verfahren: ca. 1 Jahr.

Kommunales Verfahren: nicht überprüfbar, da die Gemeinden bei der Erteilung des Gemeindebürgerrechts im Rahmen der Rechtsnormen autonom seien. Die Gemeinden würden in der Regel einmal pro Jahr Gesuche an der Bürgerversammlung behandeln. Änderungen des Verfahrens seien vorgesehen auf 01.01.2011. Die besonderen Einbürgerungen (nach kantonalem Recht) könnten schneller abgewickelt werden, da der Einbürgerungsrat entscheide.

SH:

1 bis 3 Jahre (kantonales und kommunales Verfahren).

SO:

Kantonales Verfahren: 18 Monate.

Kommunales Verfahren: unterschiedlich lange Dauer, da die Gemeinden relativ autonom seien (durchschnittliche Verfahrensdauer: 8 bis 16 Monaten).

SZ:

Kantonales Verfahren: bis 1 Jahr.

Kommunales Verfahren: bis 3 Jahre.

TG:

Durchschnittlich ca. 2 Jahre (kantonales und kommunales Verfahren).

TI:

2 bis 3 Jahre (davon kommunales Verfahren: 6 bis 12 Monate).

UR:

Kantonales Verfahren: ca. 4 Monate.

Kommunales Verfahren: 1 bis 4 Jahre.

VD:

Ordentliche Einbürgerung:

Kantonales Verfahren: 3 Monate (plus 3 Monate für Eidschwur).

Kommunales Verfahren:

- kleine Gemeinde: einige Monate.

- grosse Gemeinde: 1 bis 1 ½ Jahre.

Erleichterte Einbürgerung:

(in der Schweiz geborene Ausländer sowie Ausländer der zweiten Generation: weder Erhebungsbericht noch Anhörung)

Kantonales Verfahren : 3 Monate (plus 3 Monate für Eidschwur).

Kommunales Verfahren: einige Wochen.

VS:

30 Monate inkl. kommunales Verfahren.

ZG:

Ca. 1 bis 3 Jahre (kantonales und kommunales Verfahren).

ZH:

6 bis 12 Monate (davon kommunales Verfahren: 3 bis 6 Monate).

Art. 35: Emoluments**Suppression de la remise des émoluments pour les candidats à la naturalisation démunis****1. Befürwortende Stellungnahmen**

- *20 Kantone befürworten die vorgeschlagene Regelung (BE, LU, UR, SZ, OW, NW, GL, ZG, SO, BS, SH, AI, SG, GR, AG, TG, TI, VS, GE, JU)*
- *2 Parteien (FDP, EDU) stimmen der vorgeschlagenen Regelung zu.*
- *2 Wirtschafts- und Berufsverbände (Travail.Suisse, CP) befürworten die vorgeschlagene Regelung.*
- *8 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SSV, EKM, SVZ, AVZ, JusPax, BGSB, BGB, BGR) sind für die vorgeschlagene Regelung.*

In der Praxis habe der Gebührenerlass kaum Relevanz gehabt (VS). Da lediglich kostendeckende Gebühren verlangt würden, sei die finanzielle Belastung zumutbar (GL, VS). Gestützt auf die Allgemeine Gebührenverordnung solle es möglich bleiben, mittellosen Personen die Gebühr zu erlassen (LU, GE, CP). Bei Abs. 3 wird vom SVZ und AVZ folgende Ergänzung gewünscht: „(...) können Bund, Kantone und Gemeinden eine Vorauszahlung der Gebühren verlangen.“ Gemäss dem Kanton BS ist Abs. 3 zu streichen, da sich das Vorgehen bezüglich Vorauszahlung, das in früheren Jahren Praxis war, nicht bewährt habe. Da das Inkasso durch die Kantone erfolgen müsse, werde dies zu einem erheblichen Abrechnungs- und Verrechnungsaufwand zwischen Bund und Kantonen führen. Die damit zusammenhängende Kontrolle des Rechnungs- und Mahnwesens stelle einen übermässig hohen Aufwand dar, für welchen die Ressourcen nicht vorhanden seien.

2. Ablehnende Stellungnahmen

- 6 Kantone (ZH, FR, BL, AR, VD, NE) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.
- 3 Parteien (CVP, SP, GPS) sind gegen die vorgeschlagene Regelung.
- 3 Wirtschafts- und Berufsverbände (SGB, Unia, FER) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.
- 7 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SGV, SVBK, KID, SFR, ai, BGK, SEK,) sind mit der vorgeschlagenen Regelung nicht einverstanden.

Da es Fälle geben werde, in denen ein Gebührenerlass sachgerecht erscheine, sei eine Ausnahmeregelung vorzusehen (ZH, FR, AR) oder ein Antragsrecht von mittellosen Bewerbern auf Erlass oder zumindest eine Herabsetzung der Gebühren zu prüfen (SEK). Der Erhalt des Schweizer Passes dürfe nicht vom Portemonnaie abhängig gemacht werden (NE, SP, GPS, SGB, Unia, KID, SFR).

Art. 36: Annulation

Assentiment du canton d'origine plus requis

1. Befürwortende Stellungnahmen

- 24 Kantone befürworten die vorgeschlagene Regelung (ZH, BE, LU, UR, SZ, OW, NW, GL, ZG, SO, BS, BL, SH, AR, AI, SG, GR, AG, TG, TI, VS, NE, GE, JU).
- 4 Parteien (FDP, CVP, SP, GPS) sind für die vorgeschlagene Regelung.
- 5 Wirtschafts- und Berufsverbände (SGB, Unia, Travail.Suisse, CP, FER) befürworten die vorgeschlagene Regelung.
- 11 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SSV, SGV, SVBK, EKM, SVZ, AVZ, JusPax, SEK, BGSB, BGB, BGR) sind für die vorgeschlagene Regelung.

Die Regelung stösst vorbehaltlos auf Zustimmung.

2. Ablehnende Stellungnahmen

- 2 Kantone (FR, VD) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.
- 1 Partei (EDU) lehnt die vorgeschlagene Regelung ab.
- 2 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SFR, BGK) sind mit der vorgeschlagenen Regelung nicht einverstanden.

Es wird beantragt, die Zustimmung des Heimatkantons zur Nichtigerklärung in Kohärenz zu Art. 25 Abs. 1 beizubehalten (FR, VD, EDU).

Art. 36: Annulation

Délai d'attente après l'entrée en force d'une annulation de la naturalisation

1. Befürwortende Stellungnahmen

- 19 Kantone befürworten die vorgeschlagene Regelung (ZH, BE, LU, UR, SZ, GL, ZG, FR, SO, SH, AI, SG, AG, TG, TI, VD, VS, NE, GE).
- 2 Parteien (FDP, CVP) stimmen der vorgeschlagenen Regelung zu.
- 2 Wirtschafts- und Berufsverbände (Travail.Suisse, CP) befürworten die vorgeschlagene Regelung.
- 7 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SSV, SGV, EKM, SVZ, AVZ, JusPax, BGK) sind für die vorgeschlagene Regelung.

Die Befürworter machen folgende Bemerkungen: Die Frist sei zu kurz (FR, SZ, SG, AG, NE). Sie solle mindestens 2 Jahre (FR) bzw. 5 Jahre betragen (SZ, SG, NE). Werde wegen eines

schweren Delikts gegen die öffentliche Sicherheit und Ordnung die Einbürgerung nichtig erklärt, müsse ein erneutes Gesuch ausgeschlossen bleiben (SSV, SGV).

2. Ablehnende Stellungnahmen

- *7 Kantone (OW, NW, BS, BL, AR, GR, JU) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *2 Parteien (GPS, EDU) sind gegen die vorgeschlagene Regelung.*
- *3 Wirtschafts- und Berufsverbände (SGB, Unia, FER) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *7 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SVBK, SFR, SEK, BGSB, BGB, BGR, DJS) sind mit der vorgeschlagenen Regelung nicht einverstanden.*

Bezüglich einer Wartefrist sind die Gegner geteilter Meinung: Einem Teil der Vernehmlassungsteilnehmer ist die Wartefrist zu kurz (JU, OW, NW, BS, BL, AR, BGSB, BGB, BGR). Sie solle 5 Jahre (JU, NW, BS, BL, AR, SVBK), mindestens 8 Jahre (OW) bzw. 10 Jahre (EDU) betragen. Ausserdem wird angeregt, bei abgelehnten Einbürgerungsgesuchen ebenfalls eine Wartefrist einzuführen (BGSB, BGB, BGR). Hingegen scheint dem anderen Teil der Vernehmlassungsteilnehmer die Wartefrist weder sinnvoll (GR) noch gerechtfertigt (SEK, DJS). Der Kanton GR weist darauf hin, dass gemäss bundesgerichtlicher Rechtsprechung der betroffenen Person ausländerrechtlich die gleiche Rechtsstellung wie vor der Einbürgerung zuzuweisen sei, was in der Praxis dazu führe, dass im Anschluss an das umfangreiche Nichtigkeitsverfahren ein weiteres aufwändiges ausländerrechtliches Widerrufsverfahren durchgeführt werde. Dabei lasse sich häufig aufgrund des langen Zeitablaufs der Tatbestand der «Schein-ehe» nicht mehr erhärten. Regelmässig werde deshalb noch während des hängigen ausländerrechtlichen Verfahrens ein neues Gesuch um ordentliche Einbürgerung eingereicht. Diese Praxis sei stossend, weshalb die Gesetzeslücke richtigerweise zu schliessen sei. Der vorliegende Vorschlag werde aber abgelehnt. Es mache keinen Sinn, eine zweijährige Wartefrist einzuführen, um nach der Durchführung eines aufwändigen und häufig aussichtslosen ausländerrechtlichen Widerrufsverfahrens auch noch ein aufwändiges Einbürgerungsverfahren durchzuführen, nur damit die Person wieder dieselbe Rechtsstellung wie vor der Nichtigerklärung der Einbürgerung erhalte. Daher sei in Art. 61 AuG ein eigener Erlöschensgrund bei einer Einbürgerung zu schaffen. Es sei gesetzlich klarzustellen, dass mit der Einbürgerung der ausländerrechtliche Status dahinfalle - analog einer definitiven Ausreise - und der ursprüngliche Aufenthaltsstatus mit dem Widerruf des Bürgerrechts nicht mehr auflebe. Zur Vermeidung von Härtefällen sei allenfalls eine Bestimmung aufzunehmen, dass in diesen Fällen bereits auf eine Nichtigerklärung verzichtet werde. Gemäss dem SEK hat im Einbürgerungsverfahren das Beschleunigungsgebot umfassend zur Geltung zu gelangen, weshalb sich die zweijährige Wartefrist nicht rechtfertige. Die DJS weisen darauf hin, dass eine Erschleichungshandlung bei der Einbürgerung kein besonders irreführendes Verhalten voraussetze. Eine entsprechende Beurteilung erfolge aufgrund einer gesetzlichen Vermutung. Sie rechtfertigte indessen selten einen eigentlichen Missbrauchsvorwurf und daher auch keine «Strafwartefrist» im Sinne von Art. 36. Dies umso weniger, als zwischen der erschlichenen Einbürgerung und der Sanktion 12 oder mehr Jahre liegen. Eine Wartefrist sei sachlich völlig ungerechtfertigt und die Nachwirkung eines derart lange zurückliegenden, meist keineswegs offenkundigen Fehlverhaltens unverhältnismässig.

Art. 41, al. 3:**Simplification concernant la libération de droits de cité cantonaux multiples****1. Befürwortende Stellungnahmen**

- *24 Kantone befürworten die vorgeschlagene Regelung (ZH, BE, LU, UR, SZ, OW, NW, GL, ZG, SO, BS, BL, SH, AR, AI, SG, GR, TG, TI, VD, VS, NE, GE, JU).*
- *5 Parteien (FDP, CVP, SP, SPS, EDU) sind für die vorgeschlagene Regelung.*
- *5 Wirtschafts- und Berufsverbände (SGB, Unia, Travail.Suisse, CP, FER) befürworten die vorgeschlagene Regelung.*
- *12 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SSV, SGV, SVBK, EKM, SVZ, AVZ, JusPax, BGK, SEK, BGSB, BGB, BGR) sind für die vorgeschlagene Regelung.*

Gemäss der EDU soll die Entlassung aus dem Schweizer Bürgerrecht nur zulässig sein, wenn die betreffende Person eine andere Staatsangehörigkeit besitzt. Eine Zusicherung genüge nicht, weshalb in Abs. 1 der letzte Teil des ersten Satzes zu streichen sei. Die Entlassung aus dem Bürgerrecht solle bereits mit dem kantonalen Entscheid rechtskräftig werden (BS).

2. Ablehnende Stellungnahmen

- *2 Kantone (FR, AG) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *1 weiterer Vernehmlassungsteilnehmer (SFR) ist mit der vorgeschlagenen Regelung nicht einverstanden.*

Es dürfe nicht sein, dass ein Kanton mit Wirkung für einen anderen Kanton über die Entlassung aus dem Bürgerrecht entscheide (FR). Gemäss dem Kanton AG ist das Entlassungsverfahren zu vereinfachen: Die Entlassungen aus dem Schweizer Bürgerrecht seien vom BFM zu verfügen ohne Mitwirkung der Kantone. Auf den Begriff «Entlassungsurkunde» sei zu verzichten, da im zeitgemässen Verwaltungsverfahren die Entlassung «verfügt» werde.

Art. 51:**Non-rétroactivité****1. Befürwortende Stellungnahmen**

- *Alle Kantone befürworten die vorgeschlagene Regelung.*
- *5 Parteien (FDP, CVP, SP, GPS, EDU) sind für die vorgeschlagene Regelung.*
- *5 Wirtschafts- und Berufsverbände (SGB, Unia, Travail.Suisse, CP, FER) befürworten die vorgeschlagene Regelung.*
- *13 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SSV, SGV, SVBK, EKM, SVZ, AVZ, SFR, JusPax, BGK, SEK, BGSB, BGB, BGR) sind für die vorgeschlagene Regelung.*

Es wird angemerkt, dass das bisherige Recht auch im Beschwerdeverfahren (CP, FER) oder das jeweils für den Betroffenen günstigere Recht Anwendung finden soll (SFR).

2. Ablehnende Stellungnahmen

Keine.

Art. 52:

Naturalisation facilitée des enfants de mère ou père suisse

1. Befürwortende Stellungnahmen

- *Alle Kantone befürworten die vorgeschlagene Regelung.*
- *3 Parteien (FDP, CVP, GPS) stimmen der vorgeschlagenen Regelung zu.*
- *4 Wirtschafts- und Berufsverbände (SAV, Travail.Suisse, CP, FER) befürworten die vorgeschlagene Regelung.*
- *12 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SSV, SGV, SVBK, EKM, SVZ, AVZ, ai, JusPax, BGK, BGSB, BGB, BGR) sind für die vorgeschlagene Regelung.*

Es wird angemerkt, dass Abs. 1 nur für vor dem 1. Januar 2006 geborene ausländische Kinder gelten könne und der bisher geltende Art. 58a Abs. 3 BÜG beizubehalten sei (CP).

2. Ablehnende Stellungnahmen

- *2 Parteien (SP, EDU) lehnen die vorgeschlagene Regelung ab.*
- *2 Wirtschafts- und Berufsverbände (SGB, Unia) sind gegen die vorgeschlagene Regelung.*
- *2 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SFR, SEK) sind mit der vorgeschlagenen Regelung nicht einverstanden.*

Gemäss der EDU ist eine Alterslimite einzuführen; werde diese überschritten, so hätten die gleichen Einbürgerungsbedingungen wie für andere erwachsene Ausländer zu gelten.

Approuvez-vous l'orientation donnée à la présente révision de la loi sur la nationalité?

1. Befürwortende Stellungnahmen

- *22 Kantone befürworten die Stossrichtung (ZH, BE, LU, UR, SZ, OW, GL, ZG, FR, SO, BS, SH, AR, AI, SG, AG, TI, VD, VS, NE, GE, JU), wobei vereinzelt grosse Vorbehalte angebracht werden (ZH, LU, OW, AR, UR).*
- *3 Parteien (FDP, CVP, SP) stimmen der Stossrichtung zu, wobei vereinzelt grosse Vorbehalte angebracht werden (FDP, SP).*
- *4 Wirtschafts- und Berufsverbände (SAV, Travail.Suisse, CP, FER) erklären sich mit der Stossrichtung einverstanden, wobei vereinzelt grosse Vorbehalte angebracht werden (Travail.Suisse, FER).*
- *15 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SSV, SGV, SVBK, KID, SVZ, UNHCR, SRK, SFH, FIZ, SFM, FIMM, BGK, BGSB, BGB, BGR) sind für die Stossrichtung, wobei vereinzelt grosse Vorbehalte angebracht werden (SVBK, UNHCR, SFH, FIZ, SFM, BGSB, BGB, BGR).*

Die Stossrichtung der vorliegenden Bürgerrechtsrevision wird unter Beachtung der angebrachten Vorbehalte sowie den Bemerkungen zu den einzelnen Artikeln befürwortet. Insbesondere werden begrüsst die:

- Herstellung einer Kohärenz mit dem Ausländergesetz;
- Harmonisierung der kantonalen und kommunalen Wohnsitzfristen;
- Vereinfachung der Abläufe und Klärung der Rollen von Kanton und Bund;
- Aufnahme des Integrationsbegriffes sowie der hohe Stellenwert der Integrationskriterien.

Die Befürworter kritisieren vor allem die folgenden Punkte:

- Niederlassungsbewilligung als Zulassungsvoraussetzung;
- Herabsetzung der Aufenthaltsdauer auf 8 Jahre;
- Nicht-Anrechnung des Aufenthalts als Asylbewerber;
- Im Bereich der Verfahren und der Regelung der kantonalen und kommunalen Wohnsitzfristen zu starker Eingriff in die Autonomie der Kantone;
- Zu unbestimmt formulierte Integrationskriterien;
- Fehlen von Erleichterungen für Flüchtlinge und Staatenlose.

2. Ablehnende Stellungnahmen

- *4 Kantone (NW, BL, GR, TG) lehnen die Stossrichtung ab.*
- *2 Parteien (SVP, GPS) sind mit der Stossrichtung nicht einverstanden.*
- *2 Wirtschafts- und Berufsverbände (SGB, Unia) lehnen die Stossrichtung ab.*
- *5 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (EKM, AVZ, SFR, ai, SEK) sind mit der Stossrichtung nicht einverstanden.*

Die Stossrichtung der vorliegenden Bürgerrechtsrevision wird namentlich aus folgenden Gründen abgelehnt:

- Niederlassungsbewilligung als Zulassungsvoraussetzung;
- Herabsetzung der Aufenthaltsdauer auf 8 Jahre;
- Einführung von Ordnungsfristen;
- Nicht-Anrechnung des Aufenthalts als Asylbewerber;
- Fehlen von Erleichterungen für Ausländer der zweiten und dritten Generation;
- Im Bereich der Verfahren und der Regelung der kantonalen und kommunalen Wohnsitzfristen zu starker Eingriff in die Autonomie der Kantone;
- Abwälzung von Aufgaben auf Kantone in Bereichen, die in der alleinigen Zuständigkeit des Bundes liegen;
- Fehlen von Erleichterungen für Flüchtlinge und Staatenlose;
- Unvollständiger Katalog der Integrationskriterien;
- Unklare finanzielle Auswirkungen auf Kantone und Gemeinden.

Adhésion de la Suisse à la Convention européenne sur la nationalité (STE 166) et à la Convention sur la prévention des cas d'apatridie en relation avec la succession d'Etats (STE 200)

1. Befürwortende Stellungnahmen

- *17 Kantone befürworten den Beitritt (ZH, BE, LU, SZ, OW, ZG, SH, AG, SG, BS, BL, SO, FR, VD, NE, GE, JU), wobei 2 Kantone (SZ, OW) mit Vorbehalt.*
- *3 Parteien (CVP, SP, GPS) stimmen dem Beitritt zu.*
- *3 Wirtschafts- und Berufsverbände (SGB, Travail.Suisse, FER) erklären sich mit dem Beitritt einverstanden.*
- *9 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SSV, EKM, HEKS, UNHCR, SFM, ai, JusPax, SEK, DJS) sind für den Beitritt.*

Die Kantone SZ und OW können dem Beitritt nur zustimmen, sofern die im erläuternden Bericht erwähnten Vertragsvorbehalte angebracht würden.

2. Ablehnende Stellungnahmen

- *1 Kanton (GL) lehnt den Beitritt ab.*
- *2 Parteien (FDP, EDU) erklären sich mit dem Beitritt nicht einverstanden.*
- *1 Wirtschafts- und Berufsverband (SAV) lehnt den Beitritt ab.*
- *2 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SVBK, BGK) sind mit dem Beitritt nicht einverstanden.*

Der Kanton GL befürwortet nur den Beitritt zur STE 200. Der FDP greifen die Konventionen zu tief in die nationale Gesetzgebung ein. Gemäss der EDU ist gegenüber Beitritten zu supranationalen Konventionen, die den späteren Nachvollzug von Rechtsbestimmungen mit sich bringen, Zurückhaltung angebracht. Gemäss dem SAV bräuchte es für eine Stellungnahme eine vertiefte Prüfung der Kompatibilität mit dem Schweizer Recht. Auffallend sei, dass die STE 166 weder von Italien, Frankreich noch Belgien und die STE 200 von keinem unserer Nachbarländer ratifiziert worden sei. Es sei genau zu prüfen, welches die Auswirkungen wären.

3. Enthaltungen

- *5 Kantone enthalten sich einer Stellungnahme (NW, GR, TG, TI, VS).*

Die Bestimmungen der Konventionen seien nicht detailliert bekannt, weshalb die Frage nicht beantwortet werden könne (NW, GR, TG, TI). Die Beitrittsfrage sei Sache des Bundes (VS).

Lien entre l'adhésion de la Suisse à la Convention européenne sur la nationalité (STE 166) et à la Convention sur la prévention des cas d'apatridie en relation avec la succession d'Etats (STE 200) et la révision totale de la LN?

1. Befürwortende Stellungnahmen

- *7 Kantone befürworten die Verknüpfung des Beitritts mit der Totalrevision (ZH, LU, SH, AI, VD, GE, JU).*
- *3 Parteien (CVP, SP, GPS) stimmen der Verknüpfung des Beitritts mit der Totalrevision zu.*
- *3 Wirtschafts- und Berufsverbände (SGB, Unia, FER) befürworten die Verknüpfung des Beitritts mit der Totalrevision.*
- *5 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SSV, UNHCR, JusPax, SEK, DJS) sind für die Verknüpfung des Beitritts mit der Totalrevision.*

Der SEK regt an, das BÜG erst nach dem Beitritt zur Europäischen Staatsangehörigkeitskonvention zu revidieren. Andernfalls könne den Konsequenzen, die sich aus dem Beitritt ergeben, nur unzureichend Rechnung getragen werden. Es sei für eine möglichst umfassende Geltung dieser Konvention zu sorgen.

2. Ablehnende Stellungnahmen

- *15 Kantone (BE, UR, SZ, OW, NW, GL, ZG, SO, BS, BL, SG, GR, AG, TG, NE) lehnen die Verknüpfung des Beitritts mit der Totalrevision ab.*
- *2 Parteien (FDP, EDU) sind gegen die Verknüpfung des Beitritts mit der Totalrevision.*
- *2 Wirtschafts- und Berufsverbände (SAV, Travail.Suisse) lehnen die Verknüpfung des Beitritts mit der Totalrevision ab.*
- *9 weitere Vernehmlassungsteilnehmer (SGV, SVBK, EKM, SVZ, AVZ, BGK, BGSB, BGB, BGR) sind mit der Verknüpfung des Beitritts mit der Totalrevision nicht einverstanden.*

Eine Verknüpfung verstosse gegen den Grundsatz der Einheit der Materie (GL, NE, BS, SG, EDU). Der Regelungsbereich der beiden Konventionen sei umfassender (ZG). Die Revision des Bürgerrechtsgesetzes solle nicht Gefahr laufen, wegen möglichen Beitrittsbedenken zu scheitern (BS, BL).

Remarques supplémentaires concernant notamment les articles de loi qui ne sont pas mentionnés dans le questionnaire

I. Allgemeine Zusatzbemerkungen zum Vorentwurf BüG

1. Kantone

Statt vom Bundesamt für Migration sei von der zuständigen Bundesbehörde bzw. vom zuständigen Bundesamt zu sprechen, da das BFM in den vergangenen Jahren mehrmals die Bezeichnung gewechselt habe (VS, SG). Des Weiteren wird angeregt: Verzicht auf die Doppelstaatsbürgerschaft (OW); automatische oder erleichterte Einbürgerung von Ausländern der dritten Generation (VS); Ergänzung der Integrationskriterien mit dem Kriterium der wirtschaftlichen Erhaltungsfähigkeit (NW); Einführung einer Wartefrist nach abgelehnter Einbürgerung (SZ); Verpflichtung des Gestuchstellers zur Offenlegung der notwendigen Tatsachen und zur wahrheitsgemässen Auskunft sowie Einwilligung des Gestuchstellers zum Einholen von amtlichen Erkundigungen (BS). Gemäss den Kantonen SZ und NW sind die mit der Gesetzesrevision verbundenen finanziellen und personellen Auswirkungen auf die Kantone zu klären. Der Kanton LU weist darauf hin, dass der politische Diskurs über die Integration bisher nur im Rahmen des Ausländerrechts stattgefunden habe. Wenn jetzt die Kohärenz allein darin bestehe, das BüG dem AuG anzupassen, so greife dies zu kurz: Das AuG betreffe nämlich nur eine Minderheit der Ausländer in der Schweiz, an die immer höhere Integrationsanforderungen gestellt werden. Die sogenannte «Kohärenz» des Vernehmlassungsentwurfs vernachlässige die Mehrheit der Ausländer, deren Aufenthalt und Niederlassung nicht an Integrationsanforderungen geknüpft seien. Der Kanton VD lehnt separate Erhebungen für Jugendliche ab dem 12. Altersjahr bei Familiengesuchen ab. Die erleichterte Einbürgerung von Ausländern der zweiten Generation sowie von in der Schweiz geborenen Ausländern habe bereits Eingang in die kantonale Gesetzgebung gefunden und werde durch die vom Bund vorgesehene Regelung verteilt.

2. Politische Parteien

Die CVP fordert eine Charta, die Grundwerte aufzählt, an denen sich alle Personen einer Gemeinschaft orientieren. Jede einbürgerungswillige Person habe vor der Einbürgerung die Charta zu unterzeichnen. Gemäss der GPS sind Flüchtlinge und Staatenlose erleichtert einzubürgern. Gemäss der SVP dürfen den auf Gemeindeebene zuständigen Einbürgerungsbehörden relevante Informationen über die Kandidaten (z.B. Religionszugehörigkeit) nicht aus Datenschutzgründen vorenthalten werden. Im Weiteren fordert sie, dass in allen Kantonen Einbürgerungsgesuche amtlich publiziert werden und die Verurteilung für schwere Straftaten ein unverjährbares Einbürgerungshindernis darstellen soll. Die EDU schlägt eine Bewährungsfrist für Eingebürgerte vor.

3. Berufs- und Wirtschaftsverbände

Es sei eine Regelung für die automatische oder mindestens erleichterte Einbürgerung von Ausländern der zweiten und dritten Generation aufzunehmen (Travail.Suisse). Die Verordnung müsse zeitgleich mit der Gesetzesrevision ausgearbeitet werden (SAV).

4. Weitere Vernehmlassungsteilnehmer

Es seien für folgende Personengruppen Erleichterungen zu schaffen: für Ausländer der zweiten Generation (EKM), für anerkannte Flüchtlinge und Staatenlose (HEKS, UNHCR, SFH, FIZ) sowie für von Gewalt betroffene Migrantinnen (FIZ). Für Ausländer der dritten Generation sei die automatische oder mindestens erleichterte Einbürgerung vorzusehen (SSV, EKM, KID, JusPax). Die Verordnung müsse zeitgleich mit der Gesetzesrevision ausgearbeitet werden (SSV, SGV, EKM). Es sei eine Wartefrist nach abgelehnter Einbürgerung einzuführen (SGV, SVBK). Für Jugendliche, die sich ohne Elternteil einbürgern lassen wollen, solle ein Mindestalter von 16 Jahren gelten (SVBK). Es sei eine Bestimmung, die den Gesuchsteller zur Offenlegung der notwendigen Tatsachen und zur wahrheitsgemässen Auskunft verpflichtet, sowie die Einwilligung des Gesuchstellers zum Einholen von amtlichen Erkundigungen vorzusehen (BGSB, BGB, BGR).

II. Zusatzbemerkungen zu einzelnen Artikeln des Vorentwurfs BÜG

Zu Artikel 2: Kantons- und Gemeindebürgerrecht

Der Zeitpunkt des Erwerbs bzw. Verlusts des Bürgerrechts durch das Kind solle klarer geregelt werden (ZH).

Zu Art. 3: Findelkind

Der Zeitpunkt des Erwerbs bzw. Verlusts des Bürgerrechts durch das Kind solle klarer geregelt werden (ZH). Das Findelkind solle das Bürgerrecht jenes Kantons erhalten, in dem es aufgefunden wurde (SZ).

Zu Art. 5: Durch Aufhebung des Kindesverhältnisses

Der Zeitpunkt des Erwerbs bzw. Verlusts des Bürgerrechts durch das Kind solle klarer geregelt werden (ZH).

Zu Art. 13: Einbürgerungsverfahren

In Abs. 3 sei eine Maximalfrist, innerhalb derer ein Gesuch entschieden werden muss, vorzusehen (GPS).

Art. 14: Kantonalen Einbürgerungsentscheid

Verfahrenssistierungen bei kleineren Delikten, kurzfristig entstandenen und vorübergehenden finanziellen Problemen sowie z.B. neu eröffneten Strafuntersuchungen gegen einbürgerungswillige Personen könne mit Abs. 2 nicht Rechnung getragen werden. In diesem Sinn wird eine positive Formulierung beantragt: „*Sie heisst die Einbürgerung gut, wenn ihr nach Erteilung der Einbürgerungsbewilligung keine Tatsachen bekannt werden, die gegen die Einbürgerung sprechen.*“ (SG).

Zu Art. 15: Verfahren im Kanton

Volksabstimmungen über Einbürgerungsentscheide werden abgelehnt (SP, GPS, SGB). Abs. 2 sei zu streichen, da das Bundesgericht das Verfahren nach Art. 15 als verfassungswidrig gerügt habe (SGB, Unia, ai).

Zu Art. 16: Begründungspflicht

An die Begründungspflicht seien keine zu hohen Anforderungen zu stellen (SVP). Der Artikel sei zu streichen (ai).

Zu Art. 17: Schutz der Privatsphäre

Abs. 2 erscheine aus datenschutzrechtlicher Sicht fragwürdig. Gegenstand und Umfang der Angaben, die den Stimmberechtigten bekannt gegeben werden, seien im Gesetz in den Grundzügen zu konkretisieren (ZH, ZG). Betreffend Bst. c wird Folgendes beantragt: Die «Angaben» seien zu präzisieren (UNHCR); aufgrund des mangelnden Schutzes der Privatsphäre bei Einbürgerungsentscheiden durch die Gemeindeversammlung sei Bst. c zu streichen (GPS,

SGB, Unia). Ebenfalls wird beantragt, Abs. 1 und 3 zu streichen (SVP). Gemäss ai ist der gesamte Artikel zu streichen, da das Bundesgericht das Verfahren nach Art. 15 als verfassungswidrig gerügt habe. Im Weiteren wird angemerkt, dass neben der Staatsangehörigkeit und der Aufenthaltsdauer insbesondere auch die Religionszugehörigkeit der Kandidaten angegeben und entsprechend in Abs. 2 aufgenommen werden solle (SVP). Gemäss der EDU sind die in Abs. 2 aufgeführten Daten zu erweitern (EDU).

Zu Art. 20: Materielle Voraussetzungen

Die Bestimmung sei unklar und unpraktikabel; die materiellen Voraussetzungen für die erleichterte Einbürgerung seien explizit festzulegen (AR). Abs. 1 sei zu präzisieren: Aus dem Gesetzestext müsse ersichtlich sein, dass die Aufenthaltsdauer angemessen zu berücksichtigen sei (ZG, KID).

Zu Art. 21: Ehegatte einer Schweizerin oder eines Schweizers

Personen, die in eingetragener Partnerschaft mit einem Schweizer leben, sollen ebenfalls erleichtert eingebürgert werden können (ZH, BE, UR, AR, BS, GR, NE, GE, SP, GPS, SGB, Unia, SSV, EKM, AVZ, PINK CROSS, LOS, DDIP, BGSB, BGB, BGR). Die bisherige Regelung, wonach zwischen dem Ehegatten eines Schweizer Bürgers und dem Ehegatten eines Auslandschweizers in zwei Bestimmungen unterschieden wird, sei aufgrund ihrer Klarheit und Übersichtlichkeit vorzuziehen (GR). Abs. 2 sei aufzuheben (SH, AR). Durch das in Abs. 3 vorgesehene Wahlrecht erfolge eine Ungleichbehandlung der Schweizer Ehepartner (LU). In Abs. 3 sei der zweite Satz zu streichen (AVZ).

Es bleibe offen, was unter einer engen Verbindung zur Schweiz zu verstehen sei. Dass wie nach aktueller Praxis des Bundes vereinzelt Reisen in die Schweiz (zwei Mal in 10 Jahren) genügen sollen, sei nicht haltbar: Würden die Anforderungen an ausländische Ehegatten mit Wohnsitz in der Schweiz erhöht, so müsse dies auch bei ausländischen Ehegatten mit Wohnsitz im Ausland gelten (SVBK, BS, BGSB, BGB, BGR).

Art. 23: Staatenloses Kind

Abs. 2 sei in der Verordnung zu präzisieren, um Missverständnisse zu Art. 33 zu vermeiden (GE). Für in der Schweiz geborene staatenlose Kinder solle das «ius soli» Anwendung finden (EKM, HEKS, UNHCR).

Zu Art. 24: Kind eines eingebürgerten Elternteils

Die Bestimmung sei analog zu den bisherigen Art. 30 Abs. 2 sowie Art. 23 Abs. 3 BÜG zu formulieren (CP).

Zu Art. 30: Einbezug der Kinder

Die Streichung des Begriffs «in der Regel» wird abgelehnt (NW, TG, SG, GR, AR). Gemäss dem Kanton ZG ist der Gesetzestext umzuformulieren: „*In das Einbürgerungsverfahren (...)*.“ Der Kanton BS schlägt vor, im Artikel explizit zu erwähnen, dass nur Kinder mit Niederlassungsbewilligung in das Gesuch der Eltern einbezogen werden. Für Jugendliche, die ein eigenes Einbürgerungsgesuch stellen wollen, sei ein Mindestalter festzulegen. Bezüglich eines Mindestalters wird vorgeschlagen: 12 Jahre (SG), 14 Jahre (BS, BGSB) bzw. 16 Jahre (SVBK). Ebenfalls wird gefordert, eine minimale Aufenthaltsdauer für Kinder, die in das Einbürgerungsgesuch der Eltern einbezogen werden, vorzusehen (GR, SG, AR). Gemäss der SVP sollen Ehepartner sowie deren minderjährige Kinder nur noch gemeinsam eingebürgert werden können - und dies nur, wenn alle Familienmitglieder die für eine Einbürgerung erforderlichen Voraussetzungen erfüllen.

Zu Art. 31: Unmündige

Es solle ein Mindestalter von 14 Jahren gelten (BGSB).

Zu Art. 34: Kantonale Erhebungen

Das Verhältnis von Abs. 3 zu Art. 15 Abs. 1 sei zu klären (ZG).

Zu Art. 35: Erhebung und Vorauszahlung der Gebühren

Die Formulierung «höchstens kostendeckend» in Abs. 2 sei einerseits zu eng, andererseits lasse sie auch eine zu weite Interpretation zu (BL). Durch die Vorauszahlung der Gebühren dürften den Kantonen keine zusätzlichen Aufwendungen und Aufgaben erwachsen; die gesamte administrative Abwicklung sei vom Bund vorzunehmen (ZH). Die Bevorschussung habe für sämtliche Verfahrensstufen (Bund, Kanton und Gemeinde) zu gelten (BE).

Zu Art. 36: Nichtigerklärung

Die automatische Mitteilungspflicht der Zivilstandsbehörden an das BFM im Falle von Verdachtsmomenten von erschlichenen Einbürgerungen sei gesetzlich explizit zu regeln (BE). Die Erhöhung der absoluten Frist auf 8 Jahre wird abgelehnt (CP).

Zu Art. 37: Entlassungsgesuch und -beschluss

Der Begriff der Entlassungsurkunde sei veraltet und aus dem Gesetz zu entfernen; das Entlassungsverfahren stelle ein Verwaltungsverfahren dar, weshalb der Entscheid über das Entlassungsgesuch mit dem unbenutzten Ablauf der Rechtsmittelfrist rechtskräftig werde und nicht schon mit der Zustellung (AG). Abs. 3 sei zu streichen, da die Wirkungen der Verfügung nach Verwaltungsrecht eintreten (SG). Eine Entlassung aus dem Schweizer Bürgerrecht sei nur zulässig, wenn die betreffende Person eine andere Staatsangehörigkeit besitze; eine Zusicherung genüge nicht (EDU). Es sei eine Schutzklausel analog zu Art. 6 Abs. 3 vorzusehen (UNHCR).

Zu Art. 38: Einbezug von Kindern

Eine Entlassung aus dem Schweizer Bürgerrecht sei nur zulässig, wenn das Kind eine andere Staatsangehörigkeit besitze; eine Zusicherung genüge nicht (EDU).

Zu Art. 42: Voraussetzungen

Der Entzug des Bürgerrechts dürfe nicht nur eine Option sein, sondern müsse bei Doppelbürgern als Regel statuiert werden bei bestimmten Delikten (SVP). Das Kriterium «erheblich nachteilig für das Ansehen» sei zu präzisieren (EDU, ai).

Zu Art. 43: Zuständigkeit

Das Anhörungsrecht der betroffenen Person sei explizit zu nennen (EDU).

Zu Art. 44: Datenbearbeitung

Aufgrund der datenschutzrechtlichen Anforderungen sowie des Transparenzgebots müsse die Bearbeitung von Personendaten für die betroffene Person aufgrund der Umschreibung im formellen Gesetz in groben Zügen nachvollziehbar sein. Die Bestimmung sei daher zu präzisieren (ZH). Die EDU lehnt die «kann-Formulierung» ab und fordert eine Erweiterung der Personendaten. Von ai wird die Aufnahme der Daten über die religiösen Ansichten, die politischen Tätigkeiten und die Gesundheit kritisiert: Es sei nicht ersichtlich, weshalb diese Daten für die Beurteilung des Einbürgerungsgesuchs notwendig seien, zumal deren Aufnahme einen besonderen Eingriff in die Privatsphäre der Betroffenen darstelle. Da Daten allein auf Anfrage der Behörden des Bundes, der Kantone und der Gemeinden in Umlauf gelangen, sei der Schutz dieser besonders schützenswerten und sensiblen Daten nicht gewährleistet und Art. 44 daher entsprechend abzuändern. Gemäss dem EDÖB hat der Artikel auf das Bundesgesetz über das Informationssystem für den Ausländer- und den Asylbereich (BGIAA) zu verweisen.

Zu Art. 45: Datenbekanntgabe

Bei dieser Bestimmung sei unklar, ob es sich hierbei um eine Grundlage für eine regelmässige Datenbekanntgabe (z.B. auch im Abrufverfahren) handle oder ob es dabei um eine Bestimmung der Amtshilfe gehe. Bei einer regelmässigen und standardisierten Datenbekanntgabe müsse eine entsprechende gesetzliche Grundlage geschaffen werden; handle es sich aber lediglich um eine Bestimmung für die Amtshilfe, so sei die Bestimmung mit Blick auf Art. 46

überflüssig (ZH). Die kantonalen und kommunalen Behörden müssten auf alle einbürgerungsrelevanten Daten zugreifen können (OW, SVP). Abs. 1 sei als «muss-Formulierung» auszugestalten (SVP, EDU).

Zu Art. 46: Amtshilfe

Es sei wichtig, dass nur auf begründetes Gesuch hin Auskunft erteilt werde. Die angefragte Behörde habe das Gesuch im Rahmen eines klar geregelten formellen Verfahrens und unter Wahrung des Verhältnismässigkeitsprinzips zu bewerten (TI). Abs. 2 stehe im Widerspruch zum erläuternden Bericht. Dieser gehe nicht von einer Pflicht aus, sondern davon, dass die angefragten Stellen selbständig entscheiden, ob sie die Daten bekannt geben oder nicht. Dies sei zu unterstützen und Abs. 2 entsprechend zu konkretisieren (ZG). Die Formulierung «in Einzelfällen» solle nicht im Sinne von Ausnahmen interpretiert werden (BS) bzw. sei wegzulassen (EDU). Ein Teil der Vernehmlassungsteilnehmer betrachtet die Amtshilfe in dieser Form als zu schwerfällig und fordert eine sehr liberale Amtshilfe: So sei das Erfordernis des schriftlichen und begründeten Gesuchs durch einen automatischen Datenaustausch in Missbrauchsfällen zu ergänzen (FDP); die mit dem Vollzug des Gesetzes betrauten Behörden hätten untereinander sämtliche Daten bekannt zu geben, die sie zur Beurteilung des Erwerbs oder Verlusts des Bürgerrechts benötigen; allenfalls sei der Zugang zur Datenbank VOSTRA zu gewähren (SSV, SVZ, AVZ); der Gesuchsteller habe mit Antrag auf Einbürgerung gleichzeitig sein Einverständnis zur Aufhebung des Datenschutzes zu geben (SVZ, AVZ); die Auskunftspflicht der Behörden sei auch auf Gerichte zu erstrecken (BS, SSV, SGV, BGSB).

Zu Art. 48: Beschwerde auf Bundesebene

Das Beschwerderecht sei Gemeinden auch bei Fällen einer erleichterten Einbürgerung einzuräumen (SGV, SVBK).

Art. 52: Erleichterte Einbürgerung für das Kind eines schweizerischen Elternteils

Die Interpretationsbedürftigkeit des Begriffs «enge Verbundenheit mit der Schweiz» wird von ai kritisiert.

III. Zusatzbemerkungen zu einzelnen Artikeln des bisherigen BÜG

Zu Art. 1: Durch Abstammung

Mit dem seit 1. Januar 2006 geltenden Abs. 2 sei die Regelung aufgehoben worden, wonach ein unmündiges ausländisches Kind das Schweizer Bürgerrecht erwirbt, wenn sein Vater Schweizer Bürger ist und nachträglich die Mutter heiratet. Diese Lücke sei mittels einer Weisung des Eidgenössischen Amtes für das Zivilstandswesen (EAZW) geschlossen worden, indem darin ausgeführt wurde, dass die vor dem 1. Januar 2006 geltende Regelung weiterhin anwendbar bleibe. Die Regelung dieser Frage bedürfe jedoch einer gesetzlichen Grundlage (TG).

Zu Art. 15: Wohnsitzerfordernisse

Abs. 3 (VS, LU, SP, GPS, SGB, Unia, DJS) und Abs. 4 (VS, LU) seien beizubehalten.

Zu Art. 31b: Kind eines Elternteils, der das Schweizer Bürgerrecht verloren hat

Die Aufhebung dieser Regelung wird bedauert (CP, FER) und als nicht gerechtfertigt erachtet, da aus Erfahrung der Bezug der betroffenen Personen zum Schweizer Bürgerrecht gleichwohl stark sein könne (ASO).

Zu 58a: Erleichterte Einbürgerung für das Kind einer schweizerischen Mutter

Eine Aufhebung dieser Regelung sei nicht gerechtfertigt, da aus Erfahrung der Bezug der betroffenen Personen zum Schweizer Bürgerrecht gleichwohl stark sein kann (ASO).

IV. Zusatzbemerkungen zu Art. 62 und Art. 63 des Vorentwurfs AuG

Zu Art. 62 Bst. f AuG: Widerruf von Bewilligungen und anderen Verfügungen

Die vorgeschlagene Bestimmung sei bereits durch die Bestehende, Art. 62 Bst. a AuG, abgedeckt (BS). Die Gültigkeit der ausländerrechtlichen Bewilligung erlösche automatisch mit der Erteilung des Schweizer Bürgerrechts, weshalb ein Widerruf der erloschenen ausländerrechtlichen Bewilligung nicht praktikabel sei (TG). Wird die Regelung vereinzelt als besondere Härte (SP) bzw. als verfassungswidrige Doppelbestrafung (DJS) aufgefasst, wird sie von anderen Vernehmlassungsteilnehmern sehr begrüsst (SG, FDP). In der Botschaft sei auf die Änderung einzugehen (SG).

Zu Art. 63 Abs. 1 Bst. d AuG: Widerruf der Niederlassungsbewilligung

Die vorgeschlagene Bestimmung sei bereits durch die Bestehende, Art. 63 Bst. a AuG, abgedeckt (BS). Vgl. im Weiteren die Bemerkungen zu Art. 62 AuG.

F. Conclusion

La majorité des participants à la consultation adhèrent aux objectifs poursuivis par la révision totale de la LN (cf. Introduction). Ils approuvent largement les conditions matérielles à la naturalisation, fixées à l'art. 11, ainsi que les critères d'intégration visés aux art. 12 et 20. La plus grande part des adaptations prévues concernant la réintégration, la naturalisation facilitée pour les enfants d'un parent suisse, l'annulation de la naturalisation et la libération des droits de cité multiples n'est pas contestée. Les participants à la consultation sont également favorables, pour la plupart, à l'adhésion de la Suisse à la Convention européenne sur la nationalité ainsi qu'à la Convention européenne sur la prévention des cas d'apatridie ; par contre, le lien entre l'adhésion de la Suisse à ces traités internationaux et la révision totale de la LN soulève une forte opposition. Des propositions réitérées préconisent, dans le cadre de la présente révision de loi, de faciliter la naturalisation des étrangers de la troisième génération et d'assimiler le partenariat enregistré au mariage dans le droit de la nationalité.

S'agissant de la naturalisation ordinaire, les nouvelles conditions formelles (autorisation d'établissement et durée de séjour en Suisse de huit ans) à remplir pour obtenir la nationalité suisse suscitent un certain scepticisme, voire le rejet. Si une large majorité des cantons et des partis politiques se déclare favorable à l'exigence de l'autorisation d'établissement comme condition à l'admission dans le cadre d'une naturalisation ordinaire, cette réglementation est surtout rejetée par les autres milieux intéressés. Est également contesté l'abaissement de douze à huit ans de la durée de séjour requise pour obtenir la naturalisation ordinaire. Si une majorité de participants à la consultation sont certes disposés à accepter cette proposition, celle-ci est tout de même rejetée par dix cantons ainsi que par le PLR et l'UDC.

Sont aussi controversées les questions relatives au séjour pris en compte et au doublement des années de séjour en Suisse comprises entre le dixième et le vingtième anniversaire dans la naturalisation ordinaire. La proposition de ne plus prendre en compte que les séjours en Suisse effectués au titre d'une autorisation de séjour ou d'établissement ou d'une admission provisoire bénéficie certes de l'appui d'une majorité de cantons et de partis. Cependant, certains participants à la consultation estiment qu'elle ne va pas assez loin, tandis que d'autres y sont en principe opposés. Plusieurs participants souhaitent renoncer au doublement des années de séjour des enfants et des jeunes en contrepartie d'un abaissement de la durée de séjour requise à huit ans. Toutefois, la majorité d'entre eux estiment qu'il se justifierait de maintenir dans le nouveau droit le privilège accordé à cette catégorie de personnes, même si d'aucuns demandent d'introduire une durée de séjour minimale.

En ce qui concerne l'harmonisation des exigences cantonales et communales relatives aux délais de résidence, la consultation a fait clairement apparaître qu'une disposition fixant un plafond serait bien acceptée. La majorité des participants à la consultation ont une nette préférence pour la proposition portant sur une limite supérieure contraignante fixée à trois ans au plus (variante 2). Les opposants à cette proposition estiment cependant qu'elle porte trop atteinte à la souveraineté des cantons en matière de procédure et d'organisation. Au même motif, certains participants à la consultation s'opposent également à toute procédure de naturalisation uniforme, à la définition de délais d'ordre et à la réduction des durées de validité des décisions de naturalisation. Ces deux derniers points de la révision sont aussi parfois critiqués par leurs partisans parce que, selon eux, la durée de validité prévue de six mois serait trop courte et devrait au moins être augmentée à neuf voire douze mois. De plus, ils estiment que des délais d'ordre devraient aussi être introduits dans les domaines de la procédure qui relèvent de la compétence de la Confédération.